

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 448 du 06.04

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Le député Gerald Kaufman compare l'offensive israélienne sur Gaza.

Analyse de Fischer Bernard sur 1Thierry Meyssan

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 Mustapha Cherif : L'avenir du conflit Occident-Orient : Est-ce la fin d'Israël ?

1-2 Tariq Ramadan : Le monde musulman face à Obama.

2 Dossier

2-1 Mourad Benachenhou ; Israël, Etat génocidaire.

2-2 C'est le sionisme qui mène à la guerre.

2-3 Les vues cyniques d'un stratège israélien.

2-4 Larbi Mohamed Bougerra: Israël s'ingénie à faire subir à tous les Palestiniens : le manque d'eau...en toute illégalité.

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

3-1 Lettre ouverte à tous les candidats des élections européennes dont les partis qui rejettent toute forme de racisme.

3-2 Chérif Boudelal: La conspiration internationale de Sharm El Cheikh.

3-3 Le Bateau de la Fraternité piraté par Israël.

4 Annexe

4-1 L'avenir de la résistance palestinienne (1,2,3)

4-2 Laïques et religieux en Israël : l'autre conflit.

4-3 L'assassinat du N°2 de l'OLP au Liban : une pie rre, plusieurs coups.

Tiré a part

Le député Gerald Kaufman compare l'offensive israélienne sur Gaza.

Gerald Kaufman, député du parti travailliste du Premier ministre Gordon Brown et juif britannique a comparé aujourd'hui l'offensive israélienne à Gaza à l'attitude des nazis qui ont tué sa grand-mère dans son lit et forcé sa famille à fuir la Pologne.

Gerald Kaufman, a par ailleurs appelé à un embargo sur les ventes d'armes à Israël.

"Ma grand-mère était alitée, malade, lorsque les nazis sont entrés dans sa ville natale... un soldat allemand l'a abattue dans son lit", a raconté ce député juif lors d'un débat à la chambre des Communes sur cette guerre qui a fait plus de 1.400 morts depuis 20 jours.

"Ma grand-mère n'est pas morte pour servir de justification aux soldats israéliens qui tuent les grand-mères palestiniennes à Gaza", a-t-il ajouté.

Selon lui, le gouvernement israélien "exploite de façon cynique et sans scrupules la culpabilité des goys en raison du massacre des juifs lors de l'Holocauste, pour justifier le meurtre de Palestiniens".

Les affirmations d'Israël selon lesquelles de nombreuses victimes palestiniennes étaient en fait des militants "était déjà la réponse des nazis". "Je suppose que les juifs qui se battaient pour survivre dans le ghetto de Varsovie auraient pu être qualifiés (par les nazis) de militants", a-t-il lancé.

8 mars 2009

Sources: AFP -15/01/2009

Analyse de Fischer Bernard sur 1Thierry Meyssan: "Sarkozy satisfait trois forces: les Anglo-Saxons, la mafia et la banque Rothschild", dans Dossier de Palestine n : 447 -05-04-

Bonsoir

Je n'ai pas beaucoup de temps pour la réponse.

Amélioration des relations entre les Etats Unis et la Turquie, détérioration des relations entre Israël et la Turquie. dans le temps, Thierry Meyssan était attentif à l'évolution concrète de la situation diplomatique concrète.

Son analyse c'est plutôt l'analyse selon laquelle finalement le président Bush ce n'était pas trop mal et le président Obama c'est pire.

C'est totalement contradictoire par rapport aux analyses traditionnelles de Thierry Meyssan.

Les peuples africains apprécieront.

Cette analyse, c'est finalement l'analyse de l'extrême droite française, ils ont une violente critique contre Obama, c'est bien sûr la couleur de sa peau.

Il y a une autre hypothèse.

Cette interview est une interview de Thierry Meyssan par Alain Soral, Alain Soral est un militant d'extrême droite, et ce serait finalement la position de Alain Soral en lieu et place de la position de Thierry Meyssan, ce serait une expression des phénomènes psychologiques d'inversion et de transposition.

Amicalement

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Mustapha Cherif : L'avenir du conflit Occident-Orient : Est-ce la fin d'Israël ?

LES DERNIÈRES ÉLECTIONS DANS CE PAYS PAS COMME LES AUTRES, MONTRENT CLAIREMENT QUE L'AVEUGLEMENT ATTEINT LE DÉLIRE.

(SAMUEL P. HUNTINGTON)

Cette semaine se met en place un nouveau gouvernement israélien.

Le pire depuis longtemps. Quiconque dans le monde occidental est aujourd'hui sincèrement, à la fois, attaché aux droits légitimes des peuples palestinien et israélien - un Etat viable et souverain pour le premier, une sécurité garantie pour le second - ne peut qu'être atterré par cette évolution, la folie sioniste et la politique israélienne. Les dernières élections dans ce pays pas comme les autres montrent clairement que l'aveuglement atteint le délire.

Droite et extrême droite racistes et fascisantes dominant au sein des pouvoirs et des opinions. La supériorité des armes n'a jamais mis à l'abri d'une défaite politique, elle l'a même parfois hâtée et c'est encore plus vrai aujourd'hui où l'opinion mondiale, informée comme jamais, a vu sur ses écrans le déluge de feu qui s'est abattu sur Ghaza, ce camp de concentration, cette immense prison à ciel ouvert asphyxiée par le blocus et quotidiennement pilonnée. Des rares voix juives s'élèvent pour s'opposer à une guerre qui n'atteindra jamais aucun des objectifs, officiels et officieux, que lui assigne le gouvernement criminel israélien : ni l'arrêt des tirs de roquettes sur les villes du Sud, (signal que le Palestinien ne renoncera jamais), ni le démantèlement du Hamas, au contraire installé en fer de lance de la résistance, ni même la capacité de dissuasion de l'armée israélienne, humiliée après l'agression du Liban, ni même le message adressé à des puissances régionales, car le principal perdant de cette opération criminelle et brutale, à terme, ce sont les Israéliens eux-mêmes en Etat suicidaire.

La paix mondiale en danger

Un Etat théocratique, agressif et colonial, géré par une horde de brigands sanguinaires et corrompus, qui détruit l'avenir de toute une région, celle des juifs y compris, parce qu'ils veulent dominer l'Orient et continuer d'exploiter

à leur profit le filon de la culpabilité qu'inspire la Shoah. Cette politique irresponsable hypothèque tout le Moyen-Orient et la paix dans le monde pour longtemps. C'est une politique suicidaire pour eux et un obstacle à la libération politique des pays arabes archaïques et corrompus qui sont paralysés par la peur d'Israël. Un rapport de la CIA, pas comme les autres, rapporté par quelques rares médias occidentaux, concernant Israël, fait preuve d'une thèse qu'il ne faut pas négliger. Une étude qui aurait été conduite par la Central Intelligence Agency (CIA) émet des doutes sur la survie d'Israël au-delà des 20 prochaines années. Le rapport de la CIA prévoit «un déplacement inexorable de la solution à deux États vers une solution à un Etat, la solution la plus viable basée sur les principes démocratiques de la pleine égalité qui supprimera le spectre de la menace de l'apartheid colonial, tout en permettant le retour des réfugiés de 1947/1948 et 1967. Ce dernier étant la condition préalable à une paix durable dans la région».

L'étude, à diffusion restreinte, prévoit le retour des réfugiés palestiniens dans les territoires occupés et l'exode de deux millions d'Israéliens qui partiront vers les États-Unis au cours des quinze prochaines années. «Il y a plus de 500.000 Israéliens qui ont des passeports américains et plus de 300.000 viennent de Californie», a déclaré dans une interview l'avocat international Franklin Lamb, en ajoutant que ceux qui n'ont pas de passeport américain ou occidental, ont déjà fait la demande. «Je pense donc que, au moins pour la population en Israël, c'est écrit sur le mur...ce qui suggère que l'histoire rejettera tôt ou tard l'entreprise coloniale», a souligné Lamb. Il précise que la CIA, dans son rapport, comme exemple, fait allusion à la chute rapide et inattendue du gouvernement d'apartheid en Afrique du Sud et rappelle la désintégration de l'Union soviétique au début des années 1990, ce qui suggère que la fin du mythe d'un «territoire israélien» arrivera plus tôt qu'on ne le pense. Lamb dit qu'étant donné la conduite folle d'Israël envers les Palestiniens et en particulier dans la bande de Ghaza, le public américain - qui a exprimé des protestations faibles contre les mesures sionistes par le passé - pourrait protester fermement et ne plus supporter l'injustice.

Certains membres de la commission des Renseignements du Sénat américain auraient été informés de ce rapport. La récente déclaration de Freeman, personnalité respectée, qui a renoncé au poste de conseiller pour la sécurité, proposé par Obama, et qui a dénoncé les pressions des lobbys sionistes aux USA, commence aussi à faire des vagues. De plus, les tentatives de juger pour crimes de guerre les responsables politiques et militaires israéliens avancent, ce n'est pas un mirage. L'Europe doit assumer avec force l'immense responsabilité historique qui est la sienne dans cet interminable conflit injuste. Tant que le peuple palestinien n'aura pas son indépendance, la guerre sera totale, notamment dans les esprits en Orient. Un peu d'histoire et de mémoire n'est pas inutile pour remettre les choses en perspective. Les Palestiniens peuplaient cette terre réputée «sans peuple pour un peuple sans terre» et en furent massivement expulsés. Il s'agit de ne pas oublier que, colonisations britannique et française incluses, cette histoire est aussi celle de l'Occident qui déforme la réalité, pillent et abandonnent les peuples à leur triste sort.

La responsabilité de l'Europe

Les politiques en Europe ont pour devoir de concilier les positions et surtout de contribuer à la décolonisation, afin que tous puissent coexister dans la liberté et la dignité. A cause de l'intransigeance des Israéliens, trop de pourparlers et d'accords de paix sont jusqu'à présent allés d'échec en échec, en dépit des rares moments où l'on s'est pris à espérer que la raison et la justice l'emportent grâce à quelques responsables suffisamment visionnaires et lucides. Les grandes lignes d'une paix honorable et efficace sont connues, il n'y a rien à inventer et plus d'alibi derrière lequel se cacher pour, une fois encore, en détruire les chances. Il s'agit de l'avenir entre l'Orient et l'Occident. Pour ses responsabilités passées et pour sa responsabilité présente dans l'équilibre du monde, l'Europe doit peser de tout son poids pour que cette guerre de cent ans, qui ne règlera rien, soit enfin la dernière et pour que les enfants de Palestine aient enfin droit à une vie normale dans des sociétés qui ne soient plus dominées par la peur et la haine de l'autre. L'urgence, c'est la mobilisation déterminée de l'Europe, des États-Unis, et du monde arabe, pour en finir avec l'immobilisme meurtrier qui a succédé au Processus de Madrid et aux Accords d'Oslo. Force est, malheureusement, de constater que toutes les actions ont été un piteux alignement sur les positions de l'administration américaine d'avant Obama. L'urgence, c'est aussi que chacun comprenne qu'il faut dialoguer et qu'il n'a pas à choisir ses interlocuteurs dans le camp d'en face mais à prendre, tels qu'ils sont, ceux qui représentent effectivement les populations concernées. Le reste, tout le reste, doit en être l'aboutissement, la reconnaissance d'un Etat palestinien souverain et viable. Trop de temps perdu, de mensonges, de promesses non tenues, de malheur et trop, aussi, de politiques inéquitables accréditant clairement l'idée ravageuse d'un «deux poids, deux mesures» dont, toujours les mêmes, sont les victimes. Il est temps de stopper ce fol engrenage qui a transformé de jeunes et fiers lanceurs de pierres des héroïques Intifadas en êtres désespérés. Les jeunes oubliés de la vie seront de plus en plus nombreux à être candidats à la mort. Non par fascination nihiliste ou par fanatisme religieux mais par conviction de n'avoir plus rien à perdre et pas d'autre moyen de faire entendre leur voix.

Il est temps de comprendre qu'il en va non seulement de la sécurité de l'Occident et de l'Orient, et de la dignité de la nation palestinienne mais, aussi de l'équilibre et de la sûreté d'un monde où le non-règlement du conflit israélo-palestinien attise le pire et fait diversion aux problèmes des impasses de notre temps. Rien ne sert de déplorer «l'importation du conflit» en Europe, à l'heure d'Internet et des médias télévisés globaux, Ghaza est dans tous les cœurs, les foyers et dans les consciences. Les exclus, les discriminés, les humiliés s'identifient aux humiliés et jugent sévèrement la légèreté avec laquelle la plupart des gouvernements occidentaux, dans cette affaire, bafouent leurs propres valeurs. Voilà pourquoi ce qui se joue en Palestine, ce sont aussi les lendemains à tous car, tôt ou tard, l'histoire présentera la facture. Un effort de lucidité historique de l'Europe et de courage politique du monde arabe sera le meilleur moyen d'aider Barack Obama à assumer les responsabilités politiques des USA.

La vie, c'est le compromis. Et l'opposé du compromis, ce n'est pas l'idéalisme, c'est le fanatisme et la mort, dit un poète, Il est temps partout de se tourner vers l'avenir, sans être amnésique. Sinon, ce sont toujours les brutes, les aveugles et les sourds en politique qui seront jugés par l'histoire comme leurs propres fossoyeurs. La fin d'Israël a peut-être déjà commencé.

Mustapha Cherif

Professeur en relations internationales

www.mustapha-cherif.net http://groups.google.fr/group/medias-mensonges-desinformation/browse_thread/thread/c1bd933c793f56fd

1-2 Tariq Ramadan : Le monde musulman face à Obama.

Dans un récent article, je mettais en évidence le rôle crucial de l'Union Européenne à l'heure de l'arrivée au pouvoir de Barak Obama aux Etats-Unis. Les pays européens ont effectivement une responsabilité fondamentale quant à l'influence qu'ils peuvent jouer afin de rendre la politique internationale véritablement multipolaire. Si l'on se tourne du côté des pays arabes et asiatiques majoritairement musulmans, on s'aperçoit que la même euphorie règne, une « Obamania » très répandue, qui laisse presque penser que le nouveau « messie américain » est arrivé et qu'il va sans doute régler la majorité des problèmes auxquels font face les différents pays. Outre la naïveté du propos et de l'attente (qui oublie que la politique Etats-Unis est bien autre chose que le symbole d'un homme et de sa couleur de peau), il convient, ici aussi, de reconsidérer les perspectives et d'établir clairement les responsabilités et la nature des espérances.

Dans un récent colloque qui se déroulait à Qatar au sujet des relations entre les Etats-Unis et « le monde islamique », nous étions une centaine de participants à débattre de la complexité, des avantages et des ambiguïtés de ces relations. Madeleine Albright, Barham Salih (vice premier ministre d'Irak), David Petraeus (ancien commandant des troupes US en Irak) et Anwar Ibrahim (ancien vice premier ministre et chef de l'opposition en Malaisie) ont participé à un important panel durant ces rencontres. On a pu entendre Anwar Ibrahim affirmer avec détermination qu'il fallait cesser cette litanie et ces attentes à propos de Barak Obama et que les sociétés majoritairement musulmanes étaient responsables de mettre de l'ordre dans leurs affaires. Le propos était effectivement bienvenu et il importe ici de répéter avec clarté que les sociétés majoritairement musulmanes - des politiques intérieures jusqu'aux conflits locaux (de la Palestine, à l'Irak, à l'Afghanistan ou aux menaces qui pèsent sur l'Iran) – sont les premières responsables de leur destin et qu'il faut cesser, pour les gouvernements comme pour la plupart des peuples, d'endosser en permanence le statut de « victimes ». Les peuples palestiniens, afghans ou irakiens sont bien sûr des victimes de leurs agresseurs mais ils sont aussi les victimes directes ou « collatérales » de la lâcheté et de l'hypocrisie des Etats et des gouvernements des sociétés majoritairement musulmanes.

Au-delà de la crise économique mondiale que nous traversons, ces dernières paraissent bloquées, politiquement, intellectuellement et culturellement. Dictatures, absences de débats pluralistes, déficit de renouveau et créativité sur le plan artistique et culturel (deux ou trois pays font exception), etc. : le tableau est bien sombre. Un grand mouvement de démocratisation réel et profond est nécessaire si l'on veut voir changer l'ordre des choses et assister au réveil d'un nouveau « monde musulman ». Ce mouvement de démocratisation exige d'abord une lutte généralisée contre la corruption qui sévit transversalement dans toutes les sociétés majoritairement musulmanes d'Est en Ouest. Rien ne pourra être espéré, ni réalisé, sans un minimum de transparence qui mette un terme aux passe-droits, au clientélisme, aux commissions illégales, au trafic d'influences, au non respect des institutions, etc. Le monde musulman aujourd'hui est un univers traversé par la corruption la plus tenace : les sempiternels discours sur la référence et l'éthique islamiques sont accompagnés des pratiques les plus hypocrites.

Il importe donc de voir se réveiller les sociétés civiles du monde musulman. Les peuples, et les intellectuels, ne peuvent pas rester ainsi passifs et rendre à leur tour seuls responsables de leur situation les Etats et les dictatures. Que celles-ci existent et que les peuples en soient victimes, cela ne fait pas l'ombre d'un doute mais cela ne peut justifier l'entretien d'une pensée victimaire qui justifierait l'inaction. La mise sur pied de cercles de débats populaires et les actions concertées de citoyens et d'organisations peuvent faire évoluer les choses. Le cas échéant des mouvements non violents de résistance de la société civile sont des moyens qui, par leur caractère de masse, peuvent ébranler les dictateurs en place : on ne voit rien de tout cela aujourd'hui. A travers le monde, de l'Amérique du Sud à l'Afrique et à l'Asie, le joug des dictatures a été secoué à l'exception notoire des pays arabes où les dirigeants sont encore « démocratiquement » élus à vie depuis des décennies.

L'exigence de l'Etat de droit et des élections libres et transparentes sont les troisième et quatrième conditions du processus qui doit être enclenché dans ces sociétés. Les modèles des systèmes politiques dépendent des histoires respectives, de la culture et de la psychologie collective mais les principes sont inaliénables : la régulation par le droit et le suffrage universel sont les seuls moyens pour permettre aux sociétés de sortir de leur impasse politique. Il faut dire et répéter que ces principes ne s'opposent en rien à la référence islamique : ceux qui affirment cela instrumentalisent la religion pour justifier, d'une façon ou d'une autre, la monopolisation du pouvoir ou de son opposition. La critique de ces postures, opposées en apparence mais objectivement alliées de fait, doit être radicale.

Parler de l'Etat de droit, du suffrage universel et de la société civile c'est bien sûr exiger, comme une conséquence, deux autres conditions (les cinquième et sixième), le statut égalitaire des citoyens (quelles que soient leurs croyances) d'une part, et la participation pleine et entière des femmes au processus de démocratisation. Il est urgent que les sociétés musulmanes, les acteurs politiques et les intellectuel(le)s clarifient leur position sur ces questions et déterminent clairement le droit des « minorités » et mettent en branle un

processus d'émancipation des femmes au cœur du mouvement de libération des sociétés musulmanes. Contrairement à ce qu'affirment les opposants à ce processus, il ne s'agit pas d'« occidentalisation » mais d'une réconciliation nécessaire de la pensée musulmane avec ses propres principes d'égalité des individus et des droits inaliénables des femmes à la participation à la vie sociale. Face aux esprits les plus conservateurs ou dogmatiques, c'est donc au nom, et non pas contre la référence islamique, que l'on devrait être en droit d'attendre une réforme générale du statut des femmes dans les sociétés majoritairement islamiques.

La septième et dernière condition consiste à demander des comptes aux élus du peuple, des parlementaires aux premiers ministres et aux présidents (ou aux rois). Leurs gestions des affaires doivent être soumises à un contrôle indépendant et transparent qui seul garantit le bon fonctionnement des institutions et la bonne gouvernance. Nous en sommes bien loin aujourd'hui et l'arrivée ou non d'Obama au pouvoir ne changera rien. Le « monde islamique » le blâmera sans doute bientôt de rester trop « américain » et de suivre encore et toujours une politique des intérêts « prédateurs » de son pays. On ne pourra s'empêcher d'en vouloir aux sociétés majoritairement islamiques, et notamment les pays arabes, de rester semblables à elles-mêmes et de nous offrir, encore et toujours, le spectacle de la dictature, de la corruption et de la résignation.

Source : Tariq Ramadan

1er avril 2009

<http://www.tariqramadan.com/...>

2 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Mourad Benachenhou ; Israël, Etat génocidaire.

« Ainsi, si nous voulons rester en vie, nous avons à tuer et tuer et tuer : tous les jours, tous les jours ... Si nous cessons de tuer, nous cesserons d'exister...

La séparation unilatérale ne garantit pas la paix, elle garantit un Etat sioniste juif » avec une majorité écrasante de juifs. » Amon Soffer(1)

A suivre le massacre perpétré sur la population palestinienne, tel que présenté par les médias, on pourrait tirer la fausse conclusion que c'est une suite de faits divers, une chaîne de causes circonstancielles ayant entraîné des conséquences elles aussi circonstancielles.

Les massacres de Ghaza, une suite de faits divers ?

Suivant cette présentation, officialisée tant par les gouvernements que par les organisations internationales, la fin des causes déclenchantes conduirait à la cessation de leurs conséquences. C'est là une conclusion qui paraît frappée de bon sens, semblant refléter le déroulement des événements ; elle offrirait, en plus, l'avantage d'ouvrir la voie à une solution simple : que les Palestiniens arrêtent leurs tirs de roquettes et les occupants cesseront de les massacrer. Ainsi serait permis, donc, le retour à un statu quo « bénéficiaire » aux deux parties en cause. La paix étant un bien absolu auquel nul ne peut renoncer et que nul ne saurait rejeter et la violence devant être bannie des relations entre les hommes, les deux parties « gagneraient au compte » et chacun pourrait enfin aller vaquer à ses activités quotidiennes, et le monde n'en pourrait être que meilleur !

Une vision équilibrée des événements ?

Cette version des événements apparaît comme particulièrement équitable, car elle partage le blâme dès leur déclenchement et leur déroulement sur les deux parties ayant une certaine coresponsabilité dans ce massacre qui se joue à caméras roulant pour chacune des deux parties et supposée faire preuve de retenue, et tout rentrerait dans l'ordre au grand bonheur des dirigeants du monde, hommes de sagesse infinie qui tiennent à ce que tout un chacun jouisse de la paix lui permettant de vivre une vie digne d'être vécue. Certains de ces grands dirigeants ne ménagent pas leurs peines, et volent d'une grande capitale à l'autre pour rétablir l'ordre normal des choses au profit égal des deux parties.

Blâmer également les bourreaux et les victimes ?

Le problème avec cette vision des choses, c'est qu'elle distribue le blâme de manière égale entre un peuple dont l'annihilation programmée est mise en œuvre depuis trois quarts de siècle, et un groupe qui professe et pratique une idéologie - le sionisme - dont le cœur est l'annihilation de ce peuple. Le sionisme n'est pas un mouvement de libération nationale, comme se plaisent à le proclamer ses soutiens, mais une idéologie religieuse dont le point central est l'annihilation du peuple palestinien, sous prétexte que Dieu aurait promis aux tenants de cette idéologie la terre occupée par les Palestiniens, et aurait, en même temps, rendu « cachir » ou « halal » le massacre de ce peuple.

Le sionisme, une idéologie génocidaire

En mettant sur le même plan les Palestiniens et le groupe qui s'est donné pour mission d'accomplir l'ordre divin, tel qu'il le conçoit, de les massacrer, les tenants de cette position ne commettent seulement pas une erreur d'analyse, peut-être liée au fait que le déroulement des événements, dans sa complexité, doit être simplifié pour permettre d'arrêter le cours malheureux des choses, mais également prennent position en faveur de la poursuite du génocide des Palestiniens au nom d'une idéologie religieuse rétrograde qui se drape de nationalisme pour créer l'illusion de la modernité.

Du génocide accéléré au génocide par petites doses

Certains pourraient objecter que ne peut être qualifiée de génocidaire que l'idéologie qui commande une liquidation brutale et rapide du peuple considéré comme « en trop » sur un territoire, ou comme « inférieur » du fait de la couleur de sa peau, de sa race ou de sa religion. On considère, par exemple, que de bons exemples de génocides sont ceux menés par les nazis contre les races jugées inutiles, entre 1940 et 1945 : Sémites, Noirs, Tziganes, Slaves, etc., ceux perpétrés par les Serbes et les Croates contre leur population musulmane, entre 1992 et 1995, les massacres de neuf cent mille Tutsis au Rwanda en l'espace de 100 jours entre avril et la mi-juillet 1994, etc. Donc, suivant cette définition du génocide, l'opération d'élimination d'un peuple doit être concentrée dans le temps et effectuée de manière massive.

Un génocide systématique perpétué sous couvert de la lutte contre le terrorisme

Lorsque l'opération d'élimination du peuple visé par les génocidaires, quelle que soit l'idéologie qui leur sert de justification, se déroule sur une longue période, elle pourrait, selon les tenants de la thèse exposée ici, être classée comme une addition d'opérations de maintien de l'ordre, comme des actions dont l'objectif serait de lutter contre les « mauvaises têtes », les « trouble-fête », les « terroristes », qui empêchent les bons gens de vivre leur vie, bref, des actions qui entreraient dans les missions normales des Etats et des gouvernements, de maintien de la paix et du minimum de sécurité permettant à tout un chacun de vaquer à ses affaires courantes, de s'occuper de sa famille et de ses affaires personnelles sans courir de danger ou mettre sa vie en péril ! Le problème avec cette grille d'analyse appliquée au sionisme, c'est qu'elle évacue totalement l'élément génocidaire de cette idéologie. Sa devise a été, est, et demeure : « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre. » Il est vrai que, par rapport aux autres idéologies génocidaires, cette idéologie est mise en œuvre dans un système politique démocratique, où ses tenants peuvent, en toute démocratie, voter pour la mise en œuvre des mesures qui permettent son application sur le terrain. On peut reprocher beaucoup de choses au sionisme, mais on ne saurait lui reprocher d'exécuter de manière clandestine, et sans débat public parmi ses tenants, son action de nettoyage ethnique.

Y-a-t-il un sionisme génocidaire modéré ?

Les différentes nuances du sionisme ne cachent nullement leur objectif final, ce qui rend difficile, sinon impossible, de trouver un sionisme modéré. Toutes les parties sionistes sont d'accord sur le fait que les Palestiniens doivent être physiquement éliminés de la « Terre promise ». Ce que les sionistes modérés veulent, c'est que cette élimination s'effectue avec le plus de modération possible : au lieu d'expulser les Palestiniens en masse, ou de les regrouper dans des camps de la mort à la mode nazie ou serbo-croate, on les encercle, on les prive d'accès à tout ce qui leur permet de vivre une vie normale, on leur confisque leurs terres, on les arrête, on les assassine un à un, de temps à autre on les bombarde, on détruit pour n'importe quel prétexte leurs habitations, on tue leurs enfants, etc. Les sionistes modérés estiment que le temps joue pour eux et que, donc, il n'est nullement nécessaire de se presser. Ils jouissent de soutiens puissants à travers le monde ; leur projet génocidaire est non seulement démocratique, puisque des instances élues veillent à sa mise en œuvre, mais il présente également l'avantage de paraître justifiable par des considérations de sécurité que nul ne saurait condamner. On assassine des Palestiniens, on leur confisque leurs terres, on les emprisonne, on construit autour d'eux une muraille de 8 mètres de haut, on les expulse, au nom de la sécurité. Bref, le sionisme modéré demande que l'on pratique « un génocide à visage humain ». Un génocide perpétré de manière démocratique. Les sionistes extrémistes, et ils sont foule, veulent accélérer le nettoyage ethnique ; ils considèrent que les justifications « humanistes » avancées par les sionistes modérés sont dangereuses car elles perpétuent le problème posé par un peuple dont l'existence est niée par les pères fondateurs de l'idéologie sioniste. Ils exigent des actions plus musclées contre les Palestiniens récalcitrants qui refusent de disparaître volontairement. L'idée de ces sionistes est d'arriver à échanger, non la terre contre la paix, puisque, selon eux, les Palestiniens n'ont pas de terre, mais « la paix contre la paix, » la paix des cimetières ou la paix de l'exil, au libre choix des Palestiniens. Le choix démocratique d'élus prônant et appliquant cette version extrémiste de l'idéologie sioniste est tout ce qu'il faut pour que les « défenseurs de la démocratie » considèrent que le génocide accéléré du peuple palestinien est légitime. Ainsi, ce qui est reproché aux leaders nazis, comme aux leaders serbes, croates et hutus, ce n'est pas le génocide qu'ils ont encouragé et brutalement exécuté contre une certaine partie de leur population, c'est seulement que ces génocides n'ont pas été décidés dans les formes requises par la démocratie, sur la base des principes de séparation des pouvoirs et d'élection des représentants du peuple « souverain et supérieur ».

Israël : une démocratie génocidaire

Les sionistes ont un système constitutionnel transparent, bien qu'ils n'aient, jusqu'à présent, pas une Constitution qui les forcerait à proclamer, noir sur blanc, que leur Etat est raciste. Ils n'ont pas de lois définissant les droits civiques de ceux qu'ils gouvernent, car ils seraient forcés de définir des droits pour les tenants de leur idéologie, différents des droits du peuple palestinien, dont l'existence est rejetée par le sionisme. Les sionistes appliquent avec grand soin le principe de la séparation des pouvoirs quand il s'agit de leurs ouailles naturelles, mais, pour ce qui est des Palestiniens, c'est la loi de la jungle qui leur est appliquée. Le système judiciaire sioniste fonctionne selon les règles imitant les institutions des pays les plus avancés, mais il est conçu pour légitimer la vision sioniste des choses, où le Palestinien n'existe pas par définition.

Le nettoyage ethnique de la Palestine

On peut évidemment considérer cette analyse comme présentant une image trop négative du sionisme ; mais les témoignages d'Israéliens sont multiples et aisés d'accès pour, soit confirmer et justifier le caractère génocidaire d'Israël, mais également pour donner les preuves de la mise en œuvre de cette idéologie dans les plus sanglantes et les plus inhumaines de ses conséquences et la dénoncer. Ilan Pappé, historien israélien, que l'on ne peut accuser d'antisémitisme, a écrit, en anglais, un livre intitulé Le nettoyage ethnique de la Palestine, où il

explique le caractère systématique du génocide du peuple palestinien. Voici ce qu'écrit Pappé d'une tentative de députés arabes de la Knesset, assemblée élue du système démocratique sioniste, de demander à la Cour suprême d'Israël l'annulation d'une décision d'expulser et de déporter, en janvier 2006, des Arabes « israéliens » du village de Jaljulya : « Les membres arabes de la Knesset étaient parmi un groupe d'Israéliens qui ont fait appel à la Cour suprême d'Israël contre la dernière loi raciste. Quand la Cour suprême rejeta l'appel, leur énergie tomba. La décision de la Cour suprême a montré de manière claire à quel point ils étaient hors du coup aux yeux des systèmes parlementaires et judiciaires israéliens. Elle révéla, une fois de plus, qu'elle préférait le sionisme à la justice. Les Israéliens se réjouissent à répéter aux Palestiniens qu'ils devraient être heureux de vivre dans "la seule démocratie" de la région, où ils ont le droit de voter, mais personne ne se fait d'illusions sur le fait que leur vote puisse leur donner un quelconque pouvoir ou influence réels ». (p. 249). Ilan Pappé, dans son livre publié en 2006, ne fait que rappeler ce qu'un autre chercheur juif, Alfred Lilienthal, avait déjà documenté dans un livre intitulé La Connexion sioniste, publié en 1978, où il accumule les preuves de l'expulsion systématique des Palestiniens et de la confiscation de leurs terres, de la destruction de leurs villes, villages, mosquées, de la désacralisation de leurs cimetières, et de leur massacre, pour laisser la place aux émigrants juifs. Lilienthal rappelle en introduction à ce livre la phrase d'Albert Einstein, dont le nom est souvent mobilisé à titre posthume pour justifier les desseins les plus criminels du sionisme : « La paix en Palestine ne peut être atteinte par la force, mais par la compréhension. » Pappé cite aussi le commentaire, cité plus haut, et qu'il est utile de répéter ici, de Amon Soffer, professeur de géographie à l'université de Haïfa, et publié dans le Jerusalem Post du 10 mai 2004 : « Ainsi, si nous voulons rester en vie, nous avons à tuer et tuer et tuer tous les jours, tous les jours ... Si nous cessons de tuer, nous cesserons d'exister ... La séparation unilatérale ne garantit pas la "paix", elle garantit un Etat sioniste juif avec une majorité écrasante de juifs. » (p. 249). Cette déclaration, publiée par un grand quotidien israélien, justifie, explique et résume le massacre des Palestiniens qui se déroule actuellement à Ghaza, et peut être considérée comme synthétisant de manière brutalement cynique, et sans nuances de style, la politique israélienne à l'égard des Palestiniens, hier et aujourd'hui, et sans aucun doute demain aussi, comme à l'égard du peuple libanais, coupable d'abriter les Palestiniens expulsés de leurs terres et de leurs maisons en application de l'idéologie sioniste.

En conclusion :

les massacres actuels perpétrés contre le peuple palestinien à Ghaza ne sont pas les conséquences circonstancielles de causes circonstancielles ;

ils s'inscrivent dans la droite ligne de l'idéologie génocidaire sur laquelle s'est construit et se perpétue l'Etat d'Israël, le seul Etat au monde qui se proclame publiquement comme génocidaire ;

on peut estimer que ne pourraient être qualifiées de génocides que les actions systématiques, brutales et limitées dans le temps, d'élimination de populations jugées inférieures ou de trop sur un territoire ;

le sionisme par sa devise « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre » est une idéologie génocidaire, dont l'objectif était et demeure d'éliminer physiquement, par le massacre ou l'expulsion, le peuple palestinien ;

le sionisme modéré se différencie du sionisme extrémiste, non par le fait qu'il rejette la solution finale du problème palestinien par l'élimination physique ou l'expulsion du peuple palestinien de ses terres, mais par le fait qu'il estime que l'on peut perpétrer un « génocide à visage humain » et que les sionistes, au vu des appuis puissants dont ils disposent, peuvent étaler dans le temps le génocide du peuple palestinien ;

le nettoyage ethnique de la Palestine est richement documenté, expliqué et justifié, non seulement par les tenants de l'idéologie sioniste, mais également par les juifs qui la rejettent ; l'Algérie n'est pas une ONG ; l'envoi de médicaments et d'aide alimentaire n'est pas suffisant pour rendre publique une position politique ; on comprend, cependant, que pour des motifs de sécurité que les autorités ont la liberté et les compétences administratives d'évaluer, soient interdites ou réduites les autorisations de manifestations publiques de soutien au peuple palestinien, et que l'on préfère les manifestations à huis clos, accompagnées de discours officiels ;

mais, de telles manifestations de soutien, accompagnées d'émissions de télévision racontant les malheurs du peuple palestinien, sont frappées du sceau de l'ambiguïté si elles ne sont pas accompagnées de gestes politiques forts : il y a des occasions, et celle-ci en est une, où la discrétion des démarches diplomatiques et la routine des discours au niveau des organisations internationales, ne suffisent pas pour confirmer l'engagement ferme aux côtés du peuple palestinien. L'argument souvent répété « on n'a pas de leçons à recevoir... », n'a rien de convaincant : même un père de famille peut l'utiliser pour justifier l'abandon de sa famille, ou un homme honnête pour justifier ses crimes !

Il est peut-être temps pour l'Algérie de revoir sa participation à L'UPM, une machine destinée essentiellement à faire reconnaître, de jure comme de facto, non seulement la légitimité d'Israël, mais également son droit au génocide du peuple palestinien ; le problème de l'UPM n'est pas celui du nombre de vice-présidents ou la composition de son secrétariat ou de son siège !

Et qu'on ne se cache pas derrière les résolutions de la Ligue arabe. Tout un chacun sait qu'elle joue le rôle de cache-misère et d'instrument de fuite de leurs responsabilités politiques de la part des gouvernements qui en font partie.

Et que la presse nationale cesse d'appeler l'armée d'occupation sioniste « Tsahal » qui veut dire en hébreu à la fois « réjouissance » et « gémissement » ; à chacune comprendre qui se réjouit et qui se lamente !

Note de renvoi

(1) Professeur de géographie à l'Université de Haïfa.

Mourad Benachenhou

25/03

Source : <http://www.elwatan.com/Israel-Etat-genocidaire>

2-2 C'est le sionisme qui mène à la guerre.

Irrationnelle, la politique du gouvernement israélien? Non, elle est conforme à la doctrine fondatrice d'Israël: le sionisme avec ses dérivés de racisme et de colonialisme. Einstein avait raison.

"Si nous nous révélons incapables de parvenir à une cohabitation et à des accords honnêtes avec les Arabes, alors nous n'aurons strictement rien appris pendant nos deux mille années de souffrances et mériterons tout ce qui nous arrivera." (Albert Einstein, lettre à Weismann, le 25 novembre 1929)

Aux yeux de nombreux observateurs, la politique actuelle du gouvernement israélien peut sembler parfaitement irrationnelle. Pourquoi courir le risque d'embraser le Liban, alors même que celui-ci se détache petit à petit de la Syrie? Pourquoi attaquer militairement le Hamas, à l'instant précis où ce mouvement s'apprêtait à céder aux pressions internationales et à reconnaître le «droit à l'existence» d'Israël? En réalité, ces actes ne sont incompréhensibles que si l'on s'obstine à juger la politique d'Israël à l'aune de son discours officiel, celui qu'il tient sur la scène internationale, affirmant que «nous souhaitons seulement vivre en paix avec nos voisins». Les choses deviennent beaucoup moins obscures lorsqu'on examine la politique de l'Etat israélien à la lumière de sa doctrine fondatrice: le sionisme.

Quand, vers 1885, des hommes comme Léo Pinsker, Ahad Haam et Theodor Herzl envisagèrent de créer un «foyer national juif» en Palestine, ils furent loin de faire l'unanimité autour d'eux. A vrai dire, la plupart des juifs refusèrent ce projet. D'abord parce qu'il n'avait aucun sens: il était matériellement impossible d'envisager l'émigration de tous les juifs du monde vers la Palestine (aujourd'hui encore, l'Etat d'Israël ne réunit qu'une infime portion des juifs de la planète, même s'il s'arroge le droit de parler en leur nom). D'autre part, la très grande majorité d'entre eux n'avaient aucune envie de quitter le pays où ils étaient nés; malgré les persécutions et les discriminations, ils se considéraient très justement comme des citoyens de France, de Belgique, des Etats-Unis, d'Allemagne, de Hongrie ou de Russie. Enfin, beaucoup de juifs, surtout les intellectuels et les progressistes, s'opposaient radicalement au caractère délibérément raciste et colonialiste du projet sioniste. Ils ne se reconnaissaient pas dans les propos d'un Ahad Haam quand celui-ci décrétait que «le peuple d'Israël, en tant que peuple supérieur et continuateur moderne du Peuple élu doit aussi devenir un ordre réel»; ils ne pouvaient suivre Theodor Herzl quand il disait vouloir «coloniser la Palestine», y créer un Etat juif et, pour ce faire, «rendre des services à l'Etat impérialiste qui protégera son existence». Même après la guerre et l'Holocauste, des personnalités juives de premier plan, tout en apportant parfois leur soutien matériel et moral aux juifs qui s'installaient en Palestine, continuèrent de refuser radicalement l'idée d'y créer un Etat juif. Einstein: «La conscience que j'ai de la nature essentielle du judaïsme se heurte à l'idée d'un Etat juif doté de frontières, d'une armée, et d'un projet de pouvoir temporel».

Le racisme et le colonialisme israéliens ne tiennent pas à la nature d'une majorité gouvernementale; ils sont le fondement même d'un Etat qui se définit non par référence à une nation, mais à une religion et à une ethnie particulières; un Etat qui affirme, sur base de légendes poussiéreuses, le droit de «son» peuple à l'appropriation exclusive d'une terre pourtant déjà habitée et exploitée par d'autres populations. Quelle terre? Là encore, les textes fondateurs du sionisme éclairent la politique actuelle. Lorsqu'il s'adresse en 1897 au gouvernement français, dans l'espoir d'obtenir son appui pour la fondation d'Israël, Herzl écrit: «Le pays que nous nous proposons d'occuper inclura la Basse-Egypte, le sud de la Syrie et la partie méridionale du Liban. Cette position nous rendra maîtres du commerce de l'Inde, de l'Arabie et de l'Afrique de l'Est et du Sud. La France ne peut avoir d'autre désir que de voir la route des Indes et de la Chine occupée par un peuple prêt à la suivre jusqu'à la mort». Après la Première Guerre mondiale et les accords Sykes-Picot, les mêmes promesses seront adressées à l'Angleterre. Et depuis 1945 elles jouissent, comme on sait, de l'oreille très attentive du gouvernement américain. De la Basse-Egypte au Sud-Liban... Il suffit d'un regard sur les cartes successives du Moyen-Orient, depuis la fondation d'Israël, pour observer avec quelle régularité systématique le plan de Theodor Herzl a été poursuivi. De la Galilée et de la bande côtière de Jaffa, les territoires proposés par le premier plan de partage de Bernadotte en 1948, Israël s'est progressivement étendu vers Jerusalem, la Mer Morte, le Neguev, le plateau du Golan au sud de la Syrie; aujourd'hui elle phagocyte petit à petit la Cisjordanie et Gaza; elle convoite même le Sud-Liban. Israël est au Moyen-Orient ce que l'Afrique du Sud de l'apartheid fut, jadis, à l'Afrique australe: une colonie euro-américaine, imposant aux populations autochtones une domination à caractère raciste, et dont l'existence serait impossible sans l'aide matérielle d'une puissance impérialiste «en échange de services rendus». Souvenons-nous d'ailleurs qu'Israël s'est vu condamner à plusieurs reprises par les Nations unies en raison de sa collaboration militaire et nucléaire avec le régime sud-africain. Qui se ressemble s'assemble...

Quand un gouvernement juge que la vie d'un soldat est plus importante que celle de dizaines d'enfants et de civils, au seul prétexte que ce soldat est juif alors que les civils et les enfants sont musulmans, chrétiens ou sans religion, alors l'Etat que représente ce gouvernement est un Etat raciste. Quand des forces armées, dans les territoires qu'elles occupent illégalement, interdisent aux civils de se déplacer, de puiser l'eau aux puits et aux sources, de labourer leurs champs, de visiter leur famille, de se rendre à l'école ou à leur travail, de circuler d'un village à l'autre, d'amener un enfant malade chez le médecin, tout cela pour l'unique motif que ces civils ne sont

pas de confession juive ou de nationalité israélienne, alors cette armée est celle d'un Etat raciste et colonialiste. Dire cela aujourd'hui, en Europe, oser contester les fondements du projet sioniste, c'est risquer de se voir attaquer comme antisémite, voire comme négationiste. Il est temps que cesse cette hypocrisie. La Shoah ne peut justifier les souffrances des Palestiniens et des Libanais. De quel droit les dirigeants israéliens, nés pour la plupart après 1945, parlent-ils au nom des victimes du nazisme? De quel droit prétendent-ils s'approprier la mémoire exclusive d'un crime perpétré contre toute l'humanité? Oser invoquer l'Holocauste pour justifier son propre racisme est une insulte, non un hommage au martyr juif.

On s'est offusqué d'entendre le président iranien dire qu'il fallait « rayer Israël de la carte ». Ce serait pourtant bien l'unique solution que de voir disparaître politiquement bien sûr, l'Etat d'Israël et, pareillement, les prétendus « territoires palestiniens », ces nouveaux bantoustans. Gommons de la carte du Moyen-Orient la frontière honteuse entre juifs et Arabes. La politique de « deux peuples, deux Etats », la politique du partage de la Palestine sur une base religieuse et ethnique, est une politique d'apartheid qui n'apportera jamais la paix. Revenons-en à ce qui fut toujours, jusqu'à Oslo, le projet de l'OLP, mais aussi celui d'un grand nombre de juifs comme, derechef, le grand physicien et humaniste Albert Einstein: « Il serait, à mon avis, plus raisonnable d'arriver à un accord avec les Arabes sur la base d'une vie commune pacifique que de créer un Etat juif ».

Source: [La Libre Belgique](#)

25 juillet

Nico Hirtt

http://www.michelcollon.info/index.php?view=article&catid=6%3Aarticles&id=1977%3Acest-le-sionisme-qui-mene-a-la-guerre&option=com_content&Itemid=11

2-3 Les vues cyniques d'un stratège israélien.

8 mars

Helena Cobban, auteure de plusieurs livres sur le Proche-Orient (dont un sur l'OLP), tient un excellent blog, [Just World News](#).

Elle a séjourné récemment en Palestine et en Israël.

Dans l'un de ses envois, en date du 3 mars, elle raconte son entretien avec [Efraim Inbar](#), directeur du Begin-Sadat Center for Strategic Studies à l'université Bar-Ilan University, qui a souvent conseillé les dirigeants du Likoud : « [Likud strategic thinker Inbar's self-confident view of the world](#) ».

« Je lui ai demandé son évaluation des chances d'un processus de paix israélo-palestinien. "Le facteur le plus important pour nous n'est pas les Arabes mais les Américains", a-t-il répondu.

Et, franchement, personne ne croit sérieusement à cela.

Même à [Annapolis](#), en dépit de toute la belle rhétorique sur la nécessité d'aboutir à un accord avant la fin de l'année (2008), en fait leur seul but était un "accord pour les étagères", c'est-à-dire un accord qui reste sur les étagères un temps indéfini." »

« "La solution des deux Etats est une solution du passé, car les Palestiniens ne sont pas au niveau. Le seul moyen pour qu'elle puisse marcher serait qu'elle ait l'appui des Palestiniens et que leur Etat ait le monopole de la violence, ce que l'Autorité palestinienne n'a pas." »

(...)

« Il dit ensuite : "Nous ne pouvons abandonner la Cisjordanie parce que c'est trop près du cœur de notre pays. Gaza, c'est OK, parce que c'est loin. Et pourtant, là-bas, nous avons vu le chaos et la violence qui ont suivi notre retrait." »

« "Ce que nous devrions faire, poursuit-il, c'est essayer d'impliquer l'Egypte dans le gouvernement de Gaza et la Jordanie dans celui de la Cisjordanie." »

« Inbar ajoute : "Peut-être que l'Egypte pourrait être intéressée à intervenir à Gaza, parce qu'elle ne veut pas voir s'installer un Etat dirigé par le Hamas. En Cisjordanie, les Jordaniens hésitent pour des raisons qui leur sont propres. Mais peut-être que nous pourrions voir une forme de confédération jordano-palestinienne, car l'Autorité palestinienne n'a sûrement pas été à la hauteur pour nous. Ils n'ont pas récupéré toutes armes que possèdent les groupes armés." »

(...)

« "Les autres membres de la communauté internationale (à part les Etats-Unis), affirme-t-il avec force, ne comptent pas – même si en Europe il y a maintenant plus qu'avant un meilleure compréhension des manques des Palestiniens... Il y a des évolutions." »

« Se penchant sur la situation des 1,5 million de résidents de Gaza, il fait référence à un article qu'il a publié début février et dans lequel il affirme que la communauté internationale ne devrait rien faire pour aider à reconstruire les maisons et les infrastructures détruites par Israël durant la guerre récente. Dans cet article, il affirme que la communauté internationale ne devrait pas "être impliquée dans les escapades sentimentales de reconstruction et d'assistance humanitaire qui mettent en cause nos objectifs stratégiques globaux". »

Cet article a été publié par le [Jerusalem Post](#) le 1er février 2009 sous un titre éloquent : « [No to the reconstruction of Gaza](#) ».

« Il m'a affirmé qu'il croyait encore ce qu'il avait écrit. Je lui ai dit que la plus grande partie de la communauté internationale s'était maintenant décidée à aider à reconstruire Gaza. "La communauté internationale peut insister, mais nous pouvons sûrement faire beaucoup pour ralentir le processus", répond-il. Puis, il tente une autre

approche de Gaza et affirme avec un sourire : “ Hamas, c’est bon pour les Juifs ! Aussi longtemps qu’ils seront là, c’est un cadeau pour nous.” »

(...)

« *Je lui demande comment il évalue l’impact des colonies israéliennes en Cisjordanie sur le processus de paix.*

“ Les colonies agissent comme un bon incitatif pour les Palestiniens à adopter une diplomatie plus raisonnable. Et vous savez, cela a marché avant Oslo. Mais, depuis Oslo, leur courbe d’apprentissage (*learning curve*) a été très lente.” »

« *Mais est-ce que le gouvernement israélien ne va pas faire face maintenant à quelques pressions de la nouvelle administration américaine pour arrêter son programme d’extension des colonies et mettre en application ses engagements antérieurs à démanteler immédiatement les colonies, que même les précédents gouvernements considéraient comme “illégaux” ?* »

« *Il répond* : “ Nous pouvons subir des pressions. Les Américains peuvent faire pression, et nous enlèverons une ou deux colonies ou un ou deux checkpoints. Nous jouerons avec les Américains.” »

« *Alors, qu’attend-il de l’administration Obama ?* »

« “ Eh bien, ils parlent très différemment de l’administration Bush, mais ils ont tellement d’autres choses dont ils doivent s’occuper. L’économie, l’Irak, l’Afghanistan, l’Iran... Quelle énergie auront-ils pour ce problème (*israélo-palestinien*) ? La plupart des Israéliens considèrent la politique d’Obama à l’égard de l’Iran comme une politique d’apaisement (*apeasement*). Aussi, j’espère que Dennis Ross viendra dans six mois dire au président qu’il n’y a pas d’accord possible avec l’Iran, et alors Obama deviendra sérieux sur la question.” »

(...)

« *C’est une vision assez noire que vous dressez là ?* »

« “ Eh bien, nous sommes forts et ils sont faibles.” *Il sourit gentiment, pour souligner ce qu’il vient de dire ou pour le rendre plus acceptable, qui sait ?* “ Et le temps joue en notre faveur. C’est la différences entre les faucons et les colombes. Les seconds sont pessimistes, et les premiers, c’est-à-dire nous, optimistes.” »

(...)

« *Je lui pose la question de la possible reprise des négociations entre Israël et la Syrie. Il répond* : “ Avec le Hamas au pouvoir à Gaza, il y a beaucoup moins de pression sur nous pour faire avancer le processus de paix en général, alors pourquoi devrions-nous faire quelque chose avec la Syrie ? Si nous subissons des pressions des Américains, nous pouvons négocier. Mais pourquoi Bibi (*Nétanyahou*) devrait-il courir après une négociation ou un accord avec la Syrie ? Nous n’avons pas de problème démographique dans le Golan. C’est propre, sans Arabes (*it’s clean of Arabs*). C’est très beau.” »

« “ Le temps est de notre côté. Qui se souvient de 1967 ? Et est-ce que le président Assad est sérieux ? Est-ce qu’il veut des frontières ouvertes avec Israël ? Est-ce qu’il est prêt à prendre ses distances à l’égard de l’Iran ? Je ne pense pas qu’il va changer si facilement... Donc je ne crois qu’il y aura des pressions sur Israël pour qu’il quitte le Golan parce qu’il n’y aura pas de pression d’Assad en ce sens.” »

Sur le site d’Efraïm Inbar, on trouvera les nombreuses productions de l’auteur, dont un texte publié dans le *Jerusalem Post* du 22 août 2004 : « [Let them starve](#) », publié lors de la grève de la faim des prisonniers politiques palestiniens.

<http://blog.mondediplo.net/2009-03-08-Les-vues-cyniques-d-un-strategie-israelien>

2-4 Larbi Mohamed Bougerra : Israël s’ingénie à faire subir à tous les Palestiniens : le manque d’eau...en toute illégalité.

Aujourd’hui, Gaza est hélas ! littéralement réduite à l’état de pierres par la barbare et criminelle agression sioniste. La journée mondiale de l’eau du 22 mars permet de mettre opportunément le doigt sur une autre des indicibles souffrances qu’Israël s’ingénie à faire subir à tous les Palestiniens : le manque d’eau...en toute illégalité car l’occupant est tenu d’assurer la desserte en eau de la population occupée ; de plus, les accords d’Oslo de septembre 1995 ont reconnu le droit des Palestiniens sur l’eau du pays dans le cadre d’un « partage équitable et raisonnable de la ressource » comme le veut du reste le droit international traditionnel de l’eau ainsi que la Conférence de Madrid, les Règles d’Helsinki et le Plan Johnston comme nous l’a affirmé M. Rabah Echeïkh, vice-président de l’Autorité Palestinienne de l’Eau.à Gaza.

L’eau, instrument de punition collective :

Israël veut être le maître de l’eau et poursuit depuis longtemps une politique systématique qui consiste à en priver les Palestiniens. Dans *Le Monde* du 24 avril 2001, Sharon déclarait on ne peut plus clairement : « Ce n’est pas par hasard que les colonies se trouvent là où elles sont. Il faut conserver la zone de sécurité ouest en Cisjordanie, la zone de sécurité est, les routes qui relient Jérusalem et, bien entendu, la nappe phréatique d’où vient le tiers de notre eau. »

En 1974 déjà, Eric Rouleau, reporter au journal *Le Monde* (et ancien ambassadeur de France dans notre pays) mentionnait déjà le fait qu’Israël déversait des pesticides dans les canalisations d’eau et bouchait les puits des villages palestiniens. Lors de la guerre des Six Jours, en 1967, Israël n’a pas hésité à bombarder le barrage du Yarmouk édifié, au pied du Golan, par la Syrie et la Jordanie sur cet affluent du Jourdain. Or, le bombardement de tels ouvrages est interdit par les Conventions de Genève. En 2002, Israël a menacé le Liban afin qu’il cesse d’alimenter des villages palestiniens avec l’eau du Hasbani (affluent du Jourdain) et du Litani.

Auparavant, Avigdor Lieberman, ex-videur de boîte de nuit né en Moldavie, conseiller de Sharon lors de la

première Intifada de 1987, a menacé l'Egypte de bombarder le barrage d'Assouan si elle prêtait main forte aux lanceurs de pierre et aux résistants palestiniens. On imagine les terribles conséquences d'un tel acte qui libérerait des milliards de mètres cubes d'eau dans la vallée du Nil ! On peut craindre le pire maintenant que cet extrémiste enragé va redevenir membre du gouvernement de Netanyahou.

En fait, l'eau est utilisée pour punir collectivement les Palestiniens.

L'ancien ministre Yitzhak Rabin, à la suite de l'Intifada, en a fait une pratique courante : après chaque attentat, Israël prive d'eau le village dont est originaire le kamikaze et mitraille les réservoirs recueillant l'eau de pluie sur ses toits. Quand cela se produit en mai par exemple, les Palestiniens se retrouvent privés d'eau jusqu'au début de l'hiver... s'il pleut. Amira Hass, journaliste israélienne à Ha'aretz a dénoncé, en 2002, cette politique inhumaine à Naplouse- où elle vit. Elle a aussi publié un livre au titre révélateur : « Boire la mer à Gaza, chronique 1993-1996 »

S'en prendre à l'eau des Palestiniens de manière discriminatoire, c'est de la part d'Israël, une autre manœuvre pour porter atteinte à leur développement social et économique et les empêcher d'atteindre un niveau de vie décent. De plus, le manque d'eau et l'absence de gestion des eaux usées – car l'occupant interdit les travaux sur le réseau et ne permet pas l'entrée du fuel pour les pompes- génèrent de graves problèmes de santé au point que, depuis août 2006, l'Organisation

Mondiale de la Santé (OMS) a repositionné les équipements et les médicaments pour traiter une éventuelle épidémie de choléra.

Injustice et discrimination :

La politique constante de démolition des infrastructures : adductions, centrale électrique, réservoirs, pompes ...est minutieusement planifiée pour rendre impossible la vie aux Palestiniens et les amener à quitter leur terre au bénéfice des colons sionistes et à se soumettre à l'occupation.

A Gaza, au cours des trois dernières années, le siège inhumain décrété par les sionistes a exacerbé la pénurie d'eau. Du fait du délabrement du réseau, l'eau potable de la Bande n'est pas saine dans la proportion de 80% selon Amnesty International. La récente agression a, bien évidemment, aggravé ces terribles conditions puisque les bombardements ont gravement endommagé le réseau dans les zones urbaines, au camp de réfugiés de Nassirat et détruit les puits à Jabalia.

De même, le réseau d'eaux usées a été fortement atteint avec les conséquences sanitaires qu'on imagine. Depuis janvier 2009, un demi-million de personnes- soit le tiers des habitants de Gaza- est privé d'eau potable. Et alors que, quand une colonie sioniste s'installe en Cisjordanie, le premier élément qui sort de terre est un château d'eau- généralement protégé par des barbelés- 500 communautés villageoises palestiniennes de Cisjordanie ne sont pas desservies en eau potable. Seul recours : les camions-citernes dont le prix a atteint des sommets suite aux innombrables check points et aux tracasseries de toute sorte qui sont le lot de la circulation des véhicules aux plaques palestiniennes.

Reste l'eau de pluie pour répondre aux multiples usages pour la boisson, l'hygiène, les animaux domestiques, l'arrosage des potagers....mais huit années de sécheresse consécutives ont bien évidemment aggravé le calvaire des gens.... qui voient les colons parler russe arroser le vert gazon de leur villa et déverser sur eux, dans de nombreux cas, leurs eaux usées. Le journal Ha'aretz fustige ces colons qui « consomment l'eau comme si Israël était la Norvège ».

Pour sa part, Amnesty International rapporte que le 15 janvier 2008, à Beït Ala, près de Béthléem, l'armée israélienne a arraché les arbres des vergers palestiniens et détruit de manière systématique et planifiée neuf réservoirs rendus irréparables – construits par des ONG locales financés par l'Union Européenne- privant ainsi d'eau neuf familles. De tels actes avaient déjà été perpétrés par les militaires sionistes en 1999 et 2001, plus au sud, à Soussia.

Rappelons à ce propos que l'eau des Palestiniens est entièrement sous la férule des militaires par la grâce de l'infâme ordonnance militaire n° 158 du 30 octobre 1967 qui dispose qu' « il est interdit à quiconque de mettre en œuvre ou de détenir des installations hydrauliques sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du commandement militaire ». C'est ainsi qu'aucun village palestinien ne peut forer de puits dépassant 18 mètres de profondeur. Il va de soi que cette limitation ne s'applique pas aux colonies et dès que l'une d'elles s'installe près d'un village, ses puits tarissent du fait de la profondeur de son forage et de la puissance de ses motopompes.

L'injustice et la discrimination font qu'un Palestinien ne dispose aujourd'hui que de 60 à 90 litres d'eau par jour dans le meilleur des cas alors qu'un Israélien dispose d'une moyenne de 280 litres quotidiennement d'après le New York Times du 02 septembre 2001. Or, la grande majorité des nappes d'eau douce alimentant la Palestine se trouve en Cisjordanie et se recharge grâce à l'eau de pluie qui y tombe. Pourtant, Israël s'adapte la part du lion et puise 340 millions de mètres cubes dans ces aquifères et ne permet aux Palestiniens que l'usage de 22 millions de mètres cubes seulement.

On comprend que les Palestiniens voient aujourd'hui leur pays comme « le pays de la soif ».

Tewfik Abou Wael, le talentueux cinéaste palestinien a signé un beau film au titre éloquent : « Atash » qui a remporté le Prix de la Critique Internationale à Cannes en 2006.

Face à leur déni flagrants des droits vitaux des Palestiniens, les Israéliens et leurs soutiens aux Etats Unis, dans l'Union Européenne et ailleurs, seraient bien inspirés d'entendre la voix du regretté Mahmoud Darwich quand il déclame : 22 MARS. : JOURNEE MONDIALE DE L'EAU... MAIS ISRAEL A TRANSFORME LA PALESTINE EN « PAYS DE LA SOIF »

Larbi Mohamed BOUGUERRA « Sans eau Je suis moins qu'une mouche Un amas de pierres » chantait l'immense poète Louis Aragon. Aujourd'hui, Gaza est hélas ! littéralement réduite à l'état de pierres par la

barbare et criminelle agression sioniste La journée mondiale de l'eau du 22 mars permet de mettre opportunément le doigt sur une autre des indicibles souffrances qu'Israël s'ingénie à faire subir à tous les Palestiniens : le manque d'eau... en toute illégalité car l'occupant est tenu d'assurer la desserte en eau de la population occupée ; de plus, les accords d'Oslo de septembre 1995 ont reconnu le droit des Palestiniens sur l'eau du pays dans le cadre d'un « partage équitable et raisonnable de la ressource » comme le veut du reste le droit international traditionnel de l'eau ainsi que la Conférence de Madrid, les Règles d'Helsinki et le Plan Johnston comme nous l'a affirmé M. Rabah Echeikh, vice-président de l'Autorité Palestinienne de l'Eau. à Gaza.

L'eau, instrument de punition collective :

Israël veut être le maître de l'eau et poursuit depuis longtemps une politique systématique qui consiste à en priver les Palestiniens. Dans Le Monde du 24 avril 2001, Sharon déclarait on ne peut plus clairement : « Ce n'est pas par hasard que les colonies se trouvent là où elles sont. Il faut conserver la zone de sécurité ouest en Cisjordanie, la zone de sécurité est, les routes qui relient Jérusalem et, bien entendu, la nappe phréatique d'où vient le tiers de notre eau. »

En 1974 déjà, Eric Rouleau, reporter au journal Le Monde (et ancien ambassadeur de France dans notre pays) mentionnait déjà le fait qu'Israël déversait des pesticides dans les canalisations d'eau et bouchait les puits des villages palestiniens. Lors de la guerre des Six Jours, en 1967, Israël n'a pas hésité à bombarder le barrage du Yarmouk édifié, au pied du Golan, par la Syrie et la Jordanie sur cet affluent du Jourdain. Or, le bombardement de tels ouvrages est interdit par les Conventions de Genève. En 2002, Israël a menacé le Liban afin qu'il cesse d'alimenter des villages palestiniens avec l'eau du Hasbani (affluent du Jourdain) et du Litani.

Auparavant, Avigdor Lieberman, ex-viceur de boîte de nuit né en Moldavie, conseiller de Sharon lors de la première Intifada de 1987, a menacé l'Egypte de bombarder le barrage d'Assouan si elle prêtait main forte aux lanceurs de pierre et aux résistants palestiniens. On imagine les terribles conséquences d'un tel acte qui libérerait des milliards de mètres cubes d'eau dans la vallée du Nil ! On peut craindre le pire maintenant que cet extrémiste enragé va redevenir membre du gouvernement de Netanyahou.

En fait, l'eau est utilisée pour punir collectivement les Palestiniens.

L'ancien ministre Yitzhak Rabin, à la suite de l'Intifada, en a fait une pratique courante : après chaque attentat, Israël prive d'eau le village dont est originaire le kamikaze et mitraille les réservoirs recueillant l'eau de pluie sur ses toits. Quand cela se produit en mai par exemple, les Palestiniens se retrouvent privés d'eau jusqu'au début de l'hiver... s'il pleut. Amira Hass, journaliste israélienne à Ha'aretz a dénoncé, en 2002, cette politique inhumaine à Naplouse- où elle vit. Elle a aussi publié un livre au titre révélateur : « Boire la mer à Gaza, chronique 1993-1996 »

S'en prendre à l'eau des Palestiniens de manière discriminatoire, c'est de la part d'Israël, une autre manœuvre pour porter atteinte à leur développement social et économique et les empêcher d'atteindre un niveau de vie décent. De plus, le manque d'eau et l'absence de gestion des eaux usées – car l'occupant interdit les travaux sur le réseau et ne permet pas l'entrée du fuel pour les pompes- génèrent de graves problèmes de santé au point que, depuis août 2006, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a prépositionné les équipements et les médicaments pour traiter une éventuelle épidémie de choléra.

Injustice et discrimination :

La politique constante de démolition des infrastructures : adductions, centrale électrique, réservoirs, pompes ... est minutieusement planifiée pour rendre impossible la vie aux Palestiniens et les amener à quitter leur terre au bénéfice des colons sionistes et à se soumettre à l'occupation.

A Gaza, au cours des trois dernières années, le siège inhumain décrété par les sionistes a exacerbé la pénurie d'eau. Du fait du délabrement du réseau, l'eau potable de la Bande n'est pas saine dans la proportion de 80% selon Amnesty International. La récente agression a, bien évidemment, aggravé ces terribles conditions puisque les bombardements ont gravement endommagé le réseau dans les zones urbaines, au camp de réfugiés de Nassirat et détruit les puits à Jabalia.

De même, le réseau d'eaux usées a été fortement atteint avec les conséquences sanitaires qu'on imagine. Depuis janvier 2009, un demi-million de personnes- soit le tiers des habitants de Gaza- est privé d'eau potable. Et alors que, quand une colonie sioniste s'installe en Cisjordanie, le premier élément qui sort de terre est un château d'eau- généralement protégé par des barbelés- 500 communautés villageoises palestiniennes de Cisjordanie ne sont pas desservies en eau potable. Seul recours : les camions-citernes dont le prix a atteint des sommets suite aux innombrables check points et aux tracasseries de toute sorte qui sont le lot de la circulation des véhicules aux plaques palestiniennes.

Reste l'eau de pluie pour répondre aux multiples usages pour la boisson, l'hygiène, les animaux domestiques, l'arrosage des potagers.... mais huit années de sécheresse consécutives ont bien évidemment aggravé le calvaire des gens.... qui voient les colons parler russe arroser le vert gazon de leur villa et déverser sur eux, dans de nombreux cas, leurs eaux usées. Le journal Ha'aretz fustige ces colons qui « consomment l'eau comme si Israël était la Norvège ».

Pour sa part, Amnesty International rapporte que le 15 janvier 2008, à Beït Ala, près de Béthléem, l'armée israélienne a arraché les arbres des vergers palestiniens et détruit de manière systématique et planifiée neuf réservoirs rendus irréparables – construits par des ONG locales financés par l'Union Européenne- privant ainsi d'eau neuf familles. De tels actes avaient déjà été perpétrés par les militaires sionistes en 1999 et 2001, plus au sud, à Soussia.

Rappelons à ce propos que l'eau des Palestiniens est entièrement sous la férule des militaires par la grâce de l'infâme ordonnance militaire n° 158 du 30 octobre 1967 qui dispose qu' « il est interdit à quiconque de mettre en

œuvre ou de détenir des installations hydrauliques sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du commandement militaire ». C'est ainsi qu'aucun village palestinien ne peut forer de puits dépassant 18 mètres de profondeur. Il va de soi que cette limitation ne s'applique pas aux colonies et dès que l'une d'elles s'installe près d'un village, ses puits tarissent du fait de la profondeur de son forage et de la puissance de ses motopompes.

L'injustice et la discrimination font qu'un Palestinien ne dispose aujourd'hui que de 60 à 90 litres d'eau par jour dans le meilleur des cas alors qu'un Israélien dispose d'une moyenne de 280 litres quotidiennement d'après le New York Times du 02 septembre 2001. Or, la grande majorité des nappes d'eau douce alimentant la Palestine se trouve en Cisjordanie et se recharge grâce à l'eau de pluie qui y tombe. Pourtant, Israël s'adjudge la part du lion et puise 340 millions de mètres cubes dans ces aquifères et ne permet aux Palestiniens que l'usage de 22 millions de mètres cubes seulement.

On comprend que les Palestiniens voient aujourd'hui leur pays comme « le pays de la soif ».

Tewfik Abou Wael, le talentueux cinéaste palestinien a signé un beau film au titre éloquent : « Atash » qui a remporté le Prix de la Critique Internationale à Cannes en 2006.

Face à leur déni flagrants des droits vitaux des Palestiniens, les Israéliens et leurs soutiens aux Etats Unis, dans l'Union Européenne et ailleurs, seraient bien inspirés d'entendre la voix du regretté Mahmoud Darwich quand il déclame :

« Enregistre en première page : Je ne déteste pas les gens Ni n'empiète personne Mais quand on m'affame Je mange la chair de mes spoliateurs Prenez garde Prenez garde A ma faim et à ma colère »

Mohamed Larbi Bouguerra

25 mars

<http://www.alterinter.org/article3100.html>

sélectionné par <http://groups.google.fr/group/medias-mensonges-desinformation>

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Lettre ouverte à tous les candidats des élections européennes dont les partis qui rejettent toute forme de racisme.

Lettre ouverte à tous les candidats qui ne sont pas allés au dîner du CRIF et aux partis qui rejettent toute forme de racisme.

Chers amis,

L'association EuroPalestine a été amenée à présenter une liste aux élections européennes, dans la région parisienne, en juin 2004, après avoir constaté qu'aucun parti, aucune organisation, présentant des candidats ne souhaitait aborder, dans sa profession de foi, le problème des territoires palestiniens occupés. De fait, malgré nos demandes, pas un seul parti de la gauche ou de l'extrême-gauche, pas plus que les Verts, n'ont voulu, à l'époque, écrire ne serait-ce qu'une fois le mot PALESTINE dans le document qu'ils ont fait parvenir à des millions de foyers. Bien d'autres sujets, y compris de politique internationale, étaient pourtant abordés dans leurs "professions de foi" respectives. Mais la situation de non droit qui perdure au Proche-Orient, et qui concerne l'Europe au plus haut point, y était absente.

Devant ce refus général, EuroPalestine avait donc décidé de présenter des candidats pour souligner le nécessaire respect du droit international et des résolutions de l'ONU au Proche-Orient. Et nous avions pu constater, au travers de notre campagne, comme des résultats, que malgré nos moyens limités et l'absence de couverture médiatique, cette question paraissait effectivement cruciale aux électeurs.

Cinq ans plus tard, l'Etat d'Israël, non seulement n'a pas mis un terme à ses violations des droits de l'Homme et du droit international, mais s'est livré à des agressions barbares sur les populations libanaise et palestinienne, profitant de sa supériorité militaire pour bombarder des millions de personnes, ravager des pays. Israël a en outre enfermé l'ensemble des habitants de la bande de Gaza dans un blocus inhumain, et a résolument tourné le dos à la paix.

La paix, il est clair que toute la population israélienne pourrait en bénéficier à condition de mettre un terme à l'occupation et à la colonisation totalement illégales de terres qui n'appartiennent pas à Israël. Tout le monde a été témoin des offres généreuses faites à plusieurs reprises par les Palestiniens, y compris par le Hamas, à condition qu'Israël se retire sur les frontières de juin 1967 et laisse les Palestiniens avoir le contrôle de la Cisjordanie, de Jérusalem Est et de Gaza.

Mais Israël refuse ces conditions minimales, et s'empare chaque jour de terres supplémentaires, expulse les Palestiniens, annexe Jérusalem Est, et vient ensuite se plaindre des Quassam qui s'abattent sur Sdérot, ou encore que le Hamas ne veuille pas "reconnaître" Israël ! Reconnaître Israël, d'accord ! Mais sur quelles frontières ? Celles fixées par le droit international ? Tous les Palestiniens ont déjà répondu oui ! Mais cela ne convient pas à Israël. Israël veut tout, et a choisi le nettoyage ethnique pour chasser les Palestiniens.

Si Israël ne recule devant aucun crime pour cela, c'est parce que ses gouvernants sont assurés de bénéficier d'une impunité totale, notamment de la part des dirigeants européens, qui collaborent et participent à ce nettoyage ethnique, à ce blocus inhumain, à cette occupation brutale.

Soixante ans, c'est long. Pas seulement pour le peuple palestinien, qui résiste courageusement, mais aussi pour nous Européens qui nous préparons des lendemains qui déchantent, en acceptant que la justice, le droit international comme les droits humains n'aient plus la moindre valeur. Ne pas lutter de toutes ses forces pour le respect de ces valeurs par un Etat avec lequel l'Europe entretient les liens les plus étroits, auquel elle accorde des privilèges toujours plus importants, c'est avouer que les principes de liberté, d'égalité, de fraternité ne nous concernent plus. C'est accepter que la loi du plus fort règne en maître dans tous nos pays.

C'est pourquoi nous nous adressons solennellement à tous les candidats aux élections européennes, qui restent attachés à ces principes, pour leur demander d'appeler publiquement au boycott d'Israël, tant que cet Etat bafouera le droit international et persécutera le peuple palestinien. Le boycott est le seul moyen pacifique à notre disposition. Il a montré son efficacité pour venir à bout du régime d'apartheid en Afrique du Sud.

Si nos dirigeants ne veulent pas appliquer de sanctions à l'encontre d'Israël, et encouragent au contraire ses crimes de guerre, n'oublions pas que les opposants israéliens, comme la Coalition des Femmes israéliennes pour la Paix, ainsi que l'ensemble de la société civile palestinienne, nous appellent à boycotter Israël, à prendre nos responsabilités et à cesser de nous rendre complices de ses crimes.

Le chantage à l'antisémitisme a longtemps retenu des gens honnêtes d'exprimer leur indignation face à la politique criminelle d'Israël. Mais le génocide des Juifs, les conditions dans lesquelles il a pu avoir lieu, c'est à dire la passivité de bon nombre de citoyens européens, doit au contraire être un exemple pour nous de ce qu'il ne faut pas faire quand un peuple, ou une partie de la population, est en danger. Quand nous disons : PLUS JAMAIS CELA ! Il faut que cela ait un sens. Il faut qu'il n'y ait plus jamais de non assistance à peuples en danger, à personnes en danger. Défendre le droit à la liberté des Palestiniens et appliquer le boycott de la puissance qui l'opprime, ce n'est pas être antisémite, c'est lutter pour l'ensemble de l'humanité, contre la barbarie qui s'avance à grands pas.

EuroPalestine espère ne pas avoir besoin de présenter de listes spécifiques pour défendre ces principes fondamentaux. Nous espérons qu'à l'occasion de ces prochaines élections européennes, des candidats de différents partis auront à coeur d'appuyer publiquement cet appel.

A ceux-là nous apporterons tout notre soutien, tous nos efforts militants, dans toutes les régions.

Olivia Zémor

Présidente de CAPJPO-EuroPalestine

Publié le 16-03-2009

http://www.europalestine.com/article.php3?id_article=3920

3-2 Chérif Boudelal: La conspiration internationale de Sharm El Cheikh.

Les victimes accusées et les assassins « victimisés »

Une soixantaine de chefs d'Etat et de représentants de gouvernements étaient présents à la « Conférence internationale sur le soutien à l'économie palestinienne pour la reconstruction de Gaza », à Charm El Cheikh, Égypte, ce lundi 2 mars. Officiellement ils s'étaient réunis pour décider le montant de la somme d'argent qu'il faut allouer à la reconstruction de ce que Israël a détruit à Gaza. Officiellement cette somme est allouée aux Palestiniens, mais en réalité c'est un leurre à double tranchant. Le leurre passe encore par Sharm El Cheikh pour faire passer la pilule aux plus sceptiques avec le sceau des régimes arabes, comme pour montrer à leurs peuples qu'ils existent réellement alors qu'ils ne sont là que pour servir de couverture aux décideurs du destin du peuple palestinien, lesquels ne sont là que pour légitimer encore et encore les crimes d'Israël.

D'abord ceux qui se sont réunis à Charm El Cheikh sont des bailleurs de fonds d'Israël. Leur but c'est d'imposer aux Etats arabes d'accepter les conditions d'Israël qui consistent à évincer les Palestiniens et leur Résistance. Ensuite, ils veulent corrompre d'avantage la clique de Abbas en lui attribuant cette « aide » empoisonnée de cinq milliards de dollars destinés à « reconstruire gaza », en excluant le gouvernement légitime d'Ismaël Haniya. Contrairement aux discours des uns et des autres, l'un des objectifs de cette conférence est d'approfondir la division entre les Palestiniens et les pousser à s'entretuer pour affaiblir leur résistance, et par voie de conséquence enterrer leur Cause après 60 ans de lutte.

Et pour donner à cette mascarade une légitimité plus folklorique, on a invité quelques organisations et institutions internationales telles l'ONU, l'UE, Ligue Arabe, l'Organisation de la conférence islamique, des institutions et fonds islamiques, arabes et européens, ainsi que la Banque Mondiale et le FMI (lesquels sont en réalité des affameurs des peuples du tiers-monde, qui servent les intérêts de l'impérialisme dont les sociétés pillent allègrement leurs richesses.)

La politique de deux poids deux mesures s'est confirmée à Charm El Cheikh

Le Président de la République française, Nicolas Sarkozy, s'est rendu à Charm El Cheikh, encore une fois, pour y co-présider avec le président égyptien cette conférence. Il a exprimé son souhait de voir se concrétiser l'ouverture permanente des points de passage entre Israël et Gaza, estimant que c'est la seule possibilité de voir la situation humanitaire et économique stable, et que « la lutte contre le trafic d'armes gagnera en efficacité ». Si le souhait du président français de voir la souffrance des habitants de gaza s'alléger est louable, son allusion sur « le trafic d'armes » exprime clairement une politique de deux poids deux mesures de la France. Implicitement, il sous-entend que les mouvements de résistance de Gaza sont des agresseurs, donc responsables de sept mille morts et blessés et de toutes les destructions qu'Israël perpétrées, et qu'Israël est la victime éternelle du « terrorisme palestinien » !

Quant à la secrétaire d'Etat des USA, elle est allée dans le même sens en demandant à Hamas de « cesser de tirer des missiles sur Israël », sans prononcer un seul petit mot sur la cause de leur présence à cette conférence,

qui est la reconstruction des dizaines de milliers d'habitations des villes et villages de Gaza et ses infrastructures qu'Israël a détruits. Donc pour les bailleurs de fonds d'Israël, le Hamas est sur le banc des accusés comme étant le responsable de tous ces morts et blessés et de toutes ces destructions ! C'est le monde à l'envers.

Les morts ne se sont pas réveillés

Le comble c'est qu'aucun des saltimbanques arabes qui étaient présents à cette conférence n'a réagi pour leur dire que l'agresseur est bien Israël et non le Hamas, et que la Résistance du peuple palestinien est légitime (reconnue par l'ONU à tout peuple occupé). Aucun de ces morts vivants n'a soufflé mot pour exprimer son indignation de voir Israël innocenté, une fois de plus, malgré la barbarie qu'il a exercé sur les populations de Gaza. Une fois de plus les morts ne se sont pas réveillés parmi les régimes arabes éhontés, malgré le vacarme des tambours qui ont fait bouger les rocs du Sinaï.

Ce qu'il faut rappeler aux « champions de la paix », c'est qu'ils ne rendent pas service à celle-ci en continuant à protéger Israël et le soutenir dans ses crimes. D'abord ils doivent savoir que la détermination du peuple palestinien à résister contre l'occupation et l'injustice n'est pas négociable, qu'aucune menace ni acte de barbarie ne pourra entamer sa volonté pour atteindre ce but. Ensuite, ils doivent savoir que sans tenir compte des revendications légitimes de la résistance et négocier directement avec ses représentants, aucune solution ne sera apportée au problème. Et que la seule solution possible pour gagner la paix c'est de traiter les deux parties sur le même pied d'égalité. Sans une politique équitable, il n'y aura jamais de paix dans cette région, ni même à travers le monde. Même si des traîtres leur semblent de « bons interlocuteurs » aujourd'hui, ils risqueront demain de recevoir le retour du bâton.

Même si on arrive à écraser la résistance d'un peuple, celle-ci renaîtra de ses cendres un jour car sa détermination de lutter pour sa juste cause est invincible. Que ceci soit clair pour ceux qui se font d'illusion. Ce ne sont pas des mots en l'air, mais ce sont des leçons tirées du passé des êtres humains. Que les Israéliens et ceux qui le soutiennent à travers le monde aient l'intelligence de tirer des leçons de l'Histoire. Beaucoup de peuples ont fini par se libérer de leurs occupants après des dizaines d'années, voire des siècles d'occupation.

La première des choses que ceux qui se sont réunis à Charm El Cheikh devraient faire (s'ils sont sincères) c'est d'obliger Israël à respecter toutes les résolutions de l'ONU (même si celles-ci sont injustes vis-à-vis des Palestiniens, sachant que la création d'Israël elle-même n'est pas légitime, mais la réalité est là et les Palestiniens l'ont acceptée). Et pour obliger Israël à respecter ces résolutions, il n'y a pas d'autres alternatives que de passer à l'acte, c'est-à-dire prendre des mesures de sanction contre lui, et dans tous les domaines.

Si Israël n'a jamais respecté aucune des résolutions de l'ONU ni de lois internationales concernant les droits de l'Homme, c'est parce qu'il n'a jamais été sanctionné. Ceci dit, les conspirations et tergiversations ne font que prolonger les souffrances de ceux qui sont exposés directement au conflit, mais aussi ceux qui se croient en paix et loin des hostilités. Que la sagesse l'emporte sur le mépris ou l'arrogance que les uns et les autres ont envers ce peuple innocent, en sachant que leur paix et leur sécurité en dépendent aussi.

Enfin, que ceux qui prétendent soutenir la paix laissent les Palestiniens décider de leur destin. Ils doivent se sentir responsables de ce qui s'est passé depuis qu'ils ont boycotté le gouvernement légitime formé par Hamas au début de l'année 2006, en suivant têtes baissées les consignes d'Israël. C'est à cause de leur alignement sur la politique d'Israël que ce dernier redouble de férocité envers les Palestiniens. C'est à cause de leurs politiques que les Palestiniens sont divisés aujourd'hui, et c'est à cause d'elles que la paix est retardée.

Si nous comprenons la stratégie d'Israël de vouloir diviser les Palestiniens et les pousser à s'entretuer pour en tirer profit (car c'est sa nature de colonisateur qui l'exige), nous ne comprenons pas ceux qui prétendent agir pour la paix le suivent dans sa politique criminel aux noms de leurs peuples. Nous leur demandons de cesser d'être les complices de cet État de l'apartheid et d'agir plutôt pour la paix, sans prendre parti pour l'une ou l'autre des parties en conflit.

chérif BOUDELAL

vice-président du Collectif « Paix Comme Palestine »

3 mars 2009

<http://fr.blog.360.yahoo.com/blog-8DXtUNw4dquRQaS5U0UrYeM8FCO13l4u4g--?cq=1>

3-3 Le Bateau de la Fraternité piraté par Israël.

Que des dizaines de bateaux affluent sur Gaza en même temps pour défier l'Etat de l'apartheid et ses complices !

Mercredi 4 février, le « Bateau humanitaire de la Fraternité », est parti de Tripoli (Liban) en direction de Gaza, en passant par Larnaka (Chypre), où il a été contrôlé afin de dissiper les soupçons israéliennes selon lesquelles il pourrait transporter des armes. Les autorités israéliennes avaient déjà averti qu'elles interdiraient au bateau d'entrer dans les eaux territoriales de Gaza. « Il y a peu de temps, un petit bateau allait du port (libanais) de Tripoli avec à son bord des journalistes et toute sorte de matériel en violation du blocus maritime que nous avons instauré, et a tenté d'entrer dans les eaux de Gaza », avait déclaré Ehud Barak à la radio publique israélienne avec arrogance.

« Le fraternité » transporte 60 tonnes de produits alimentaires, vêtements, détergents, matelas, jouets et poches de sang offerts par des ONG libanaises et palestiniennes en exil. Le bateau battant pavillon togolais appartient à un Palestinien.

Outre la cargaison énumérée, le bateau transportait 10 membres d'équipage, 9 personnalités humanitaires dont trois personnalités religieuses (deux musulmanes et une chrétienne) étaient à bord du « Fraternité ».

Monseigneur Hilarion Capucci (81 ans), ex archevêque de Jérusalem (mais aussi une grande figure militante de la cause palestinienne) - qui vit en exil depuis les années 1970 après avoir été emprisonné par Israël puis expulsé de Palestine - faisait partie du voyage. Il y avait également à bord du bateau deux journalistes de la chaîne TV libanaise et deux autres d'Aljazeera.

L'un des organisateurs du voyage, Maan Bachour, avait déclaré que le bateau avait essuyé des tirs de la marine israélienne alors qu'il se trouvait dans les eaux internationales et tentait d'entrer dans les eaux territoriales de la bande de Gaza.

Jeudi 5 février 2009, la marine israélienne a empêché le « Fraternité » d'approcher les eaux territoriales de Gaza, ce dernier s'est dirigé vers le port d'Al-Arich (Égypte) avant de tenter une seconde fois d'aller au port de Gaza en essayant de franchir les eaux territoriales entre l'Égypte et Gaza, mais en vain.

Dix-huit navires de guerre israéliens l'ont encerclé (qui ont même violé les eaux territoriales égyptiennes). Les journalistes des chaînes susmentionnées ont déclaré que les militaires israéliens avaient fouillé le bateau, frappé quelques passagers et malmené d'autres avant d'obliger l'équipage d'accoster au port israélien d'Ashdod, où les occupants du bateau ont été soumis à des interrogatoires. Les passagers du bateau ont été menottés. C'est un acte de piratage de mer. Le Premier ministre libanais, Fouad Siniora, avait mis en garde Israël (dans un discours retransmis par Aljazeera) contre toute atteinte au bateau et aux voyageurs et demandé à l'intervention de réagir contre

Les passagers ont tenu tête jusqu'au bout aux pirates israéliens : « Coulez-nous si vous voulez ». Nous sommes dans notre droit. « C'est vous qui êtes les pirates », leur avait dit Hani Suleiman, l'avocat libanais responsable du Comité de Secours à Gaza. « Allez-y ! Notre sang ne vaut pas plus que celui des Palestiniens », leur a-t-il dit.

Les passagers du « Fraternité » ont été relâchés ce vendredi 6 février. Ceux qui ont la nationalité libanaise ont été emmenés à la frontière libanaise sud et relâchés, et les autres devraient rentrer chez eux par avion. Quant au bateau, il est toujours immobilisé au port d'Ashdod. Israël a reconnu n'avoir rien trouvé d'illégal dans le « Fraternité ». Quant à la cargaison, elle devrait être acheminée par route vers Gaza, selon des responsables israéliens.

Pourquoi ne pas changer de stratégie pour défier l'Etat de l'apartheid ?

Que les comités de soutien de tous les pays du monde se mobilisent pour défier Israël, mais aussi leurs propres gouvernements qui sont complices dans ce blocus d'une manière ou d'une autre. Il serait souhaitable que, non seulement un bateau à chaque fois mais des dizaines de bateaux se dirigent vers Gaza ensemble pour briser ce blocus de la honte pour défier Israël et lui montrer, ainsi qu'à leurs gouvernements respectifs, que la lâcheté et la barbarie ont des limites, et que la volonté des peuples est invincible.

Chérif BOUDELAL - vice président du Collectif « Paix Comme Palestine » -
05-02.)

4 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 L'avenir de la résistance palestinienne

1 L'avenir de la résistance palestinienne (1)

Après la guerre agressive israélienne menée contre Gaza et la baisse des opérations de résistance en Cisjordanie, une grande interrogation se pose sur l'avenir de la résistance palestinienne.

Les données actuelles indiquent que la résistance passe une période difficile, que des frappes l'attendront dans un avenir proche.

De la même façon qu'"Israël" souffre de crises, sur le niveau intérieur comme sur le niveau extérieur.

Il faut indiquer que la résistance est désormais soutenue politiquement comme populairement. En général, la résistance est en ascension. Tout le monde devra la prendre en considération.

Préambule

La résistance vit une période exceptionnelle. Une partie du peuple palestinien est contre elle. Cette partie va jusqu'à arrêter toute personne qui porte l'arme contre l'occupant. Plusieurs pays arabes travaillent contre elle et participent au blocus imposé sur elle. Il y a également cette guerre agressive israélienne menée contre Gaza. Toutes ces données et tant d'autres font que se pose une vraie interrogation sur l'avenir de la résistance palestinienne.

La résistance à l'intérieur comme à l'extérieur

La résistance palestinienne se fait sur deux volets. A l'intérieur se trouvent les mouvements du Hamas, du Djihad Islamique, de la Résistance Populaire, des Saraya Al-Djihad et d'Abou Ali Mostapha. A l'extérieur, il y a le Front Populaire, le Fatah Intifada et d'autres qui se trouvent dans des camps du Liban.

C'est la résistance de l'intérieur qui se trouve au milieu du combat, au front face à l'ennemi sioniste.

La résistance de l'extérieur, bien qu'elle soit toujours prête, est enchaînée par des donnes arabes et internationales : les relations avec le gouvernement libanais, le conflit entre les Syriens et les Israéliens... Sans oublier que l'extérieur est le reflet de l'intérieur et vice-versa.

Pourquoi freiner la résistance ?

De plusieurs problèmes, difficultés, ennuis et soucis souffre la résistance palestinienne.

Premièrement : La résistance est toujours sur le qui-vive, étant toujours face à "Israël" qui possède une machine de guerre impressionnante, des plus grandes. La résistance fait avec, baisse et monte en puissance. Mais elle améliore toujours sa capacité, son endurance face à cette machine.

Deuxièmement : La résistance devra faire face à un grand déficit intérieur. En effet, la déclaration de Yasser Arafat, président de l'OLP, de laisser tomber le terrorisme (la résistance armée), faite en 1985, constitue un point tournant contre la lutte armée, confirmé par l'accord d'Oslo, entre autres.

De tels accords obligent des Palestiniens à interpeller d'autres Palestiniens, pour protéger la sécurité d'"Israël" ! Une armée de Palestiniens commence à poursuivre tout Palestinien qui pense à la résistance contre l'occupation. En plus de cela, la résistance est en face de défis : défis d'organisation, d'armement, de financement...

Troisièmement : Il y a aussi ces pays arabes qui contrarient la résistance, en préférant reconnaître "Israël" et une normalisation des relations avec elle. Ils vont jusqu'à participer au blocus mené contre la bande de Gaza.

Quelques-uns d'entre eux étaient même aux côtés des occupants durant la guerre agressive israélienne menée contre Gaza (2008-2009), en participant au contrôle d'armes arrivées aux résistants.

Certains sont de mèche avec des pays occidentaux qui frappent la bande de Gaza par un blocus financier. De plus, les pays arabes qui payent 53% des salaires des fonctionnaires de l'autorité palestinienne font des pressions sur les Palestiniens pour qu'ils reconnaissent "Israël" et respectent les accords signés par l'OLP.

Quatrièmement : Au niveau international, il y a de grandes puissances telles l'Amérique et l'Europe qui font opposition à la résistance palestinienne. Elles se réunissent derrière "Israël" pour la protéger et pour étouffer la résistance palestinienne, politiquement, médiatiquement et militairement. De cette façon, on comprend bien combien les défis qu'envisage la résistance sont grands, difficiles, durs de conséquences, pour une résistance déjà vulnérable.

Cinquièmement : Une partie des intellectuels palestiniens, notamment en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, sont pris par l'ambiance de négociations avec "Israël". Ils appellent désormais à la reconnaître et à arrêter la résistance. Ils croient qu'il faut donner une chance à l'établissement de l'Etat palestinien par des moyens pacifiques. Sur la scène palestinienne, la situation est telle qu'il y a des Palestiniens qui haïssent d'autres Palestiniens – des résistants. Ils vont jusqu'à louer la coopération avec l'ennemi et l'attaque contre la résistance comme un service fait à la patrie !

Le rapport écrit par le Centre Az-Zaytouna d'études et de conseils, résumé et traduit est basé sur une étude écrite par Dr. Abdou As-Sattar Qassim.

Centre Az-Zaytouna –

CP 02/04

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s716uA%2fhFKWKS%2bMegqMqxACS PjW6qSGMLNYkXLxiNlt4xfUS3zsRD0Liao9zODKRSiKtXen4B5vtrL8Uf09jkW5pX1NwfHUFaq%2fLyBWtegXF0%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s716uA%2fhFKWKS%2bMegqMqxACS PjW6qSGMLNYkXLxiNlt4xfUS3zsRD0Liao9zODKRSiKtXen4B5vtrL8Uf09jkW5pX1NwfHUFaq%2fLyBWtegXF0%3d)

2 L'avenir de la résistance palestinienne (2)

Après la guerre agressive israélienne menée contre Gaza et la baisse des opérations de résistance en Cisjordanie, une grande interrogation se pose sur l'avenir de la résistance palestinienne.

Les données actuelles indiquent que la résistance passe une période difficile, que des frappes l'atteindront dans l'avenir proche. De la même façon qu'"Israël" souffre de crises, sur le niveau intérieur comme sur le niveau extérieur. Il faut indiquer que la résistance est désormais soutenue politiquement comme populairement. En général, la résistance est en ascension. Tout le monde devra la prendre en considération.

La première partie de ce rapport a parlé des défis, aussi bien intérieurs qu'extérieurs, auxquels la résistance palestinienne fait face. En voici la deuxième qui parlera de l'ascension de la résistance, surtout du pourquoi.

L'ascension de la résistance

Comme il y a des éléments freinant la résistance palestinienne, il y a ceux qui l'aident dans sa continuation, dans son ascension. En voici donc les plus importants :

Premièrement : Une bonne proportion de Palestiniens refuse les accords conclus avec l'ennemi sioniste. Ces Palestiniens insistent pour que la résistance continue, coûte que coûte, aussi chères soient les sacrifices à faire. Ils possèdent une volonté indomptable. On sait que c'est le soldat convaincu qui vaincra toujours.

Deuxièmement : La résistance palestinienne dispose d'un immense soutien populaire dans le monde arabo-islamique. Ce soutien constitue un élément encourageant à la continuation de la résistance. Il constitue aussi une profondeur importante humaine, économique, financière et surtout au niveau du moral. Il pourrait également constituer une pression sur les gouvernements pour changer leur position. Ce soutien s'enracine de plus en plus, notamment après la guerre agressive israélienne menée contre Gaza. Dans ces pays, les foules sont sorties en de gigantesques manifestations et se sont engagées dans de vastes campagnes de collecte de fonds.

Troisièmement : Il est difficile de parler de la victoire de la résistance palestinienne dans la guerre agressive israélienne menée contre Gaza sans parler des soutiens financiers et militaires de l'Iran. De la même façon, il est

difficile de ne pas parler de la montée en puissance évidente de l'Iran, dans tous les domaines scientifiques et technologiques, la technologie militaire en particulier. Il est de plus en plus possible de croire que ce pays a déjà tracé son chemin vers plus de développement. Un développement qui aura un impact tout à fait positif sur la résistance. L'Iran devra cependant faire la distinction entre son soutien à la résistance et son soutien à une volonté de répandre le chiisme ; le milieu sunnite serait très sensible.

Quatrièmement : Les factions palestiniennes de l'extérieur pourraient avoir plus de soutiens financiers, plus d'entraînement, plus d'armement. Et si une guerre éclatait, elles pourraient y participer de façon plus forte contre "Israël".

Cinquièmement : La situation arabe commence à bouger. La Syrie, depuis peu, n'est plus le pays arabe intrus, le pays qui ne suit pas l'ensemble des pays arabes. Après l'arrêt de la guerre israélienne menée contre Gaza, au début de cette année 2009, lors du sommet arabe de Doha, certains pays poussaient les affaires vers un soutien à la résistance palestinienne. Et autant la résistance se montre efficace, autant le nombre de ces pays croît.

Sixièmement : Les soi-disant négociations de paix sont dans une impasse évidente. Et rien ne dit que les Israéliens sont prêts à donner la moindre des choses. Cette impasse renforcera le choix de la résistance ; la résistance restera alors un élément efficace obligeant les Israéliens à reconnaître les droits des Palestiniens.

Le rapport écrit par le Centre Az-Zaytouna d'études et de conseils, résumé et traduit est basé sur une étude écrite par Dr. Abdou As-Sattar Qassim.

Centre Az-Zaytouna –

CP 02/04

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7HNP%2bZorX89jsn4MrSXafKoP089d hb9B2pZCvmLcxMTyJoBZnBZ5eBzciGdCBiDJhv54dNCBET7i0xT6DYxzUk2CM2dCMcFWv36PC6mhCRb0%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7HNP%2bZorX89jsn4MrSXafKoP089d hb9B2pZCvmLcxMTyJoBZnBZ5eBzciGdCBiDJhv54dNCBET7i0xT6DYxzUk2CM2dCMcFWv36PC6mhCRb0%3d)

3 L'avenir de la résistance palestinienne (3 et fin)

Après la guerre agressive israélienne menée contre Gaza et la baisse des opérations de résistance en Cisjordanie, une grande interrogation se pose sur l'avenir de la résistance palestinienne.

Les données actuelles indiquent que la résistance passe une période difficile, que des frappes l'attendent dans l'avenir proche. De la même façon qu'"Israël" souffre de crises, sur le niveau intérieur comme sur le niveau extérieur. Il faut indiquer que la résistance est désormais soutenue politiquement comme populairement. En général, la résistance est en ascension. Tout le monde devra la prendre en considération.

La première partie de ce rapport a parlé des défis, aussi bien intérieurs qu'extérieurs, auxquels la résistance palestinienne fait face. La deuxième a parlé de l'ascension de la résistance, surtout du pourquoi. En voilà la troisième qui parlera de l'interaction entre les éléments qui freinent la résistance et ceux qui contribuent à son ascension. Elle parlera également de l'état actuel de la résistance, avant le résumé final.

L'interaction entre les éléments positifs et négatifs

Il est naturel que les facteurs qui freinent la résistance s'opposent à ceux qui font son ascension, sans pour autant que les uns éliminent les autres. L'interaction continuera entre eux. Toutefois, il est certain que la victoire sera pour la résistance. Il y a des indications confirmant ce dessein.

Premièrement : "Israël" n'est plus comme elle était avant, ni militairement ni au niveau des renseignements. Elle avait perdu une guerre contre le Hezbollah libanais en été 2006. Puis elle a entamé une guerre aveugle contre la petite surface de la bande de Gaza, collée à son rein. Elle a entamé la guerre, sans avoir eu de renseignements suffisants concernant son ennemi. Puis elle s'est retrouvée obligée de mettre un terme à sa guerre, sans réussir à réaliser un de ses véritables objectifs. Elle s'est arrêtée en s'attribuant des victoires. Sans oublier que la société israélienne est de plus en plus faible, moue, que ses combattants sont de plus en plus délabrés, que l'armée israélienne de plus en plus vulnérable.

Deuxièmement : Les Etats-Unis ont échoué à bâtir leur nouveau Moyen-Orient. Et l'administration américaine de Bush n'a pas réussi sa guerre contre le terrorisme. Elle n'a fait qu'enliser son pays dans les brouillards de l'Iraq et de l'Afghanistan. Puis les Etats-Unis se retrouvent actuellement empêtrés dans la crise financière et économique mondiale. Ils sont incapables de faire face à l'Iran, de faire des changements réels dans la région.

Troisièmement : Les Palestiniens ont pu résister aux campagnes militaires gigantesques israéliennes, soutenues par des Arabes et même par des Palestiniens. Est-ce alors possible que la résistance palestinienne s'affaiblisse, sous un même degré de pression ? La résistance a montré un bon niveau d'endurance sous une pression donnée. La logique des choses nous dira que si cette pression était moins forte, la résistance serait plus forte.

Quatrièmement : La popularité de l'autorité palestinienne de Ramallah a pris un coup lors de la guerre agressive israélienne menée contre Gaza. Elle a détenu une position faible, terne. La résistance a cependant acquis un respect de plus en plus ascendant sur tous les niveaux, palestinien, arabe et international.

Cinquièmement : Il y a une prise de conscience dans le monde arabo-islamique. Cette prise de conscience ne concerne pas le mouvement de l'Histoire. L'incrédibilité de ces accords signés avec "Israël" ne fait que la nourrir.

L'état actuel de la résistance

On ne peut prétendre que la résistance ait été peu active, ces quatre dernières années. Les opérations ont remarquablement baissé, surtout en Cisjordanie. On remarque l'absence d'opérations martyres qui perturbaient remarquablement l'occupation israélienne. Plusieurs raisons contribuent à cet état de cause. La construction du

mur de séparation. La politique israélienne d'assassinats. La participation de l'autorité palestinienne à la poursuite de résistants palestiniens.

L'enracinement

La résistance palestinienne a beaucoup fait sur le terrain. Il est évident qu'elle travaillera pour renforcer ses réalisations, en attendant une autre guerre israélienne. Elle essaiera d'améliorer ses moyens et ses méthodes pour acquérir des armes.

Cette résistance est l'objet d'un blocus hermétique de la part d'"Israël", de l'Amérique et même de certains pays arabes. Ils vont jusqu'à la priver (le peuple palestinien avec) de son pain. Toutefois, la résistance qui avait pu montrer une forte endurance avant la guerre, elle pourra encore mieux résister après avoir mis en échec l'attaque israélienne.

En Cisjordanie

Très difficile est la position de la résistance palestinienne. L'autorité palestinienne qui est sous les ordres de l'Américain Dayton continuera à poursuivre les résistants. Evidemment, ces derniers continueront à travailler, doucement mais durement, loin de tout acte spectaculaire.

Il est également évident que la dernière guerre israélienne menée contre Gaza aura des portées positives, aussi bien sur le peuple de la Cisjordanie que sur ses résistants.

Finalement, notons que dans la région, la résistance n'est plus comme elle était auparavant. La résistance palestinienne est dans un élan ascendant, ainsi que la force iranienne. Il est vrai que la résistance aura des hauts et des bas, mais il faut admettre qu'elle est en train de monter sur une pente. Parallèlement, "Israël" se trouve sur le côté opposé, sur la pente descendante. Sa capacité dans la région connaît ses limites. On peut dire que l'avenir sera pour la résistance et que les pays occidentaux se trouveront, en fin de compte, obligés de reconnaître la nouvelle donne.

Centre Az-Zaytouna

Lundi 6 avril 2009

CPI

4-2 Laïques et religieux en Israël : l'autre conflit.

Dans Israël, l'autre conflit, Marius Schattner, journaliste israélien au bureau de l'AFP à Jérusalem, s'interroge sur la nature même du conflit entre laïques et religieux en Israël.

Confrontation suicidaire ou opposition féconde attestant de la vigueur de la démocratie israélienne ? Telle est la question qui sous-tend cette analyse fouillée.

Interview pour la [revue Regards](#)

Le conflit entre laïques et religieux en Israël est-il inévitable ?

Oui. Il apparaît bien avant l'émergence du sionisme.

Il commence en fait au début du 19e siècle avec la diffusion des Lumières juives (Haskalah) en Europe orientale. Il oppose les tenants juifs de la modernité aux défenseurs de la tradition juive. Ce conflit rejailit à la naissance du sionisme, accompagne la naissance d'Israël et se poursuit encore de nos jours. Il touche à l'identité même de l'Etat d'Israël qui se veut à la fois juif et démocratique.

Est-ce un conflit vivable et créatif pour la société israélienne ?

Cela dépend. Tant que ce conflit est strictement religieux, il est fécond. Il s'intègre parfaitement à la pensée juive traditionnelle qui s'accorde avec le conflit. Contrairement à ce que certains pensent, la tradition religieuse ne se réduit pas à une harmonie absolue et neutre. La controverse est très présente dans le Talmud. En revanche, le conflit entre religieux et laïques devient dangereux et destructeur lorsque la religion se confond avec le nationalisme. L'assassinat d'Yitzhak Rabin illustre parfaitement cette combinaison meurtrière. Un ultranationaliste laïque n'aurait jamais tué Rabin. Tout comme un religieux ultra orthodoxe n'aurait pas commis cet acte. C'est précisément la combinaison du nationalisme et de la religion qui a donné naissance à ce nationalisme religieux fanatique dont se prévaut encore l'assassin du Premier ministre.

Pourquoi pensez-vous que le nationalisme religieux des colons de Cisjordanie est en déclin ?

C'est un mouvement en crise car il est impossible d'entretenir en permanence la flamme mystique, surtout lorsque la rédemption messianique tant attendue ne vient pas. Les nationalistes religieux ne sont pas parvenus à conquérir le cœur des Israéliens même s'ils ont réussi de façon spectaculaire à modifier la géographie de la Cisjordanie par un maillage de colonies. Aujourd'hui, les Israéliens sont effrayés par la violence et le fanatisme des colons radicaux. Les sympathiques pionniers religieux d'après 1967 sont devenus des monstres dangereux.

L'émergence d'une extrême droite laïque vous inquiète...

Enormément. Ce nationalisme non religieux, incarné par un démagogue raciste comme Avigdor Liberman, entretient des liens compliqués et ambigus avec la religion. Il n'est pas complètement coupé du judaïsme. S'il se débarrasse des valeurs universalistes et humanistes du judaïsme, il use et abuse de références au judaïsme pour déverser sa haine des Palestiniens et de tout ce qui n'est pas juif. Il est terrifiant de voir 2.000 ans de civilisation juive réduits à un ethnocentrisme agressif et vulgaire. Des ultra-orthodoxes ont voté pour Liberman. Ils pardonnent donc à ce mécréant de manger du porc tout simplement parce qu'il ne porte pas un regard humain sur les Arabes.

A quelle condition un modus vivendi entre religieux et laïques est-il possible ?

En substituant à l'alliance mortifère entre foi et nationalisme une symbiose ou du moins un « consensus conflictuel » entre les Lumières et un certain judaïsme de la Torah, fondé sur un double rejet de la barbarie. C'est peut-être irréaliste mais c'est indispensable à la fois pour Israël et pour le judaïsme. La droite et l'extrême droite

israélienne ne peuvent être les seules à se prévaloir de l'authenticité juive. Il faut qu'il y ait, par exemple, une opposition au nom du judaïsme aux crimes commis par Tsahal lors de l'offensive à Gaza. •

Propos recueillis par Nicolas Zomersztajn

Mis en ligne le vendredi 13 mars 2009

par Revue Regards

4-3 L'assassinat du N°2 de l'OLP au Liban : une pie rre, plusieurs coups.

L'attentat contre Kamal Medhat à la sortie du camp de « Miyé Miyé » visait vraisemblablement Abbas Zaki L'attentat survenu le 23 mars à la sortie du camp palestinien « Miyé Miyé », près de Saïda, au Sud-Liban, a fait cinq morts : le N°2 de l'OLP au Liban, Kamal Medhat , et quatre hauts officiers de son organisation.

Mais, à l'instar de tous les attentats terroristes qui ont frappé le Liban ces dernières années, celui-ci n'a pas été revendiqué – et ne le sera probablement jamais. Pour y voir plus clair, plusieurs pistes doivent être explorées.

La piste israélienne : Pour certains observateurs, Israël aurait pu commettre ce crime pour empêcher la réconciliation inter-palestinienne, pour laquelle l'Égypte consacre des efforts considérables. Or, empêcher la réconciliation entre le Fatah et le Hamas, conduit indéniablement à étendre les divisions aux Palestiniens du Liban, et renforcerait le Hamas face à l'Autorité palestinienne. Cette stratégie étant contre-productive pour l'Etat hébreu, c'est la piste la moins probable.

La piste libanaise : Elle est très peu probable également, d'autant plus que le Liban cherche à pacifier le dossier palestinien et celui de l'armement dans et à l'extérieur des camps de réfugiés. Abbas Zaki, le N°1 de l'OLP et ambassadeur de l'Autorité palestinienne au Liban, qui aurait été la véritable cible de l'attentat, a toujours plaidé pour que l'Etat libanais prenne ses responsabilités et étende son autorité sur les camps. Il avait soutenu l'armée libanaise dans la guerre contre Fatah Al-Islam à Nahr El-Bared, en 2007. A moins que son alignement sur la légalité libanaise n'ait valu l'élimination de son adjoint Kamal Medhat ?

La piste palestinienne : Certains médias libanais évoquent un règlement de compte entre factions palestiniennes. Mais le mode opératoire semble davantage ressembler aux attentats qui ont tué les députés libanais Gebran Tueini (12 décembre 2005), Walid Ido (13 juin 2007) et Antoine Ghanem (19 septembre 2007), ainsi que le général François Hage (12 décembre 2007), chef des opérations de l'armée libanaise, qui avait commandé la bataille de Nahr El-Bared, et le capitaine des Forces de sécurité intérieures Wissam Eid (25 janvier 2008), responsable des investigations dans l'attentat contre Rafic Hariri. Or, tous ces crimes ont été attribués à la Syrie et à ses alliés libanais, notamment le Hezbollah, qui aurait une implication, du moins logistique.

La piste syrienne : c'est la piste la plus probable. Car, outre l'hostilité ancestrale entre le régime syrien et l'OLP, depuis l'époque de Yasser Arafat, l'assassinat d'un ou de plusieurs chefs de l'OLP affaiblirait considérablement l'organisation au Liban, au profit du Hamas et des autres factions proches de la Syrie. Notons à cet égard que les émissaires américains qui se sont rendus le 7 mars dernier à Damas, Jeffrey Feltman et Daniel Shapiro, ont évoqué la question de l'armement palestinien au Liban. Mais ils sont restés sur leur faim, la réponse syrienne étant, on ne peut plus cynique : c'est une question interlibanaise. Celle-ci est à juste titre proposée à la table du dialogue national libanais, mais le Hezbollah la repousse d'un round à l'autre, depuis 2006. L'assassinat de Medhat porte aussi un message aux ministres arabes de l'Intérieur, réunis à Beyrouth le 23 mars, leur signifiant les limites de leur action commune contre le terrorisme, un exercice dans lequel le régime syrien a toujours excellé et dont il a longtemps usé. Par l'attentat de Miyé Miyé, c'est aussi la relative stabilité du Liban qui est visée à travers les camps palestiniens, à quelques mois des élections législatives du 7 juin. L'embrasement de la scène palestinienne repoussera sine die un scrutin que l'opposition pro-syrienne redoute de perdre. De même, l'attentat tendrait à redistribuer les cartes sur la scène palestinienne, après que la Syrie ait été obligée d'accepter, avec amertume, la participation du Hamas et du Jihad islamique au dialogue du Caire, après leur perte stratégique à Gaza. L'attentat rappelle aussi les capacités de nuisance de la Syrie, dont le président Bachar Al-Assad avait promis à Ban Ki-Moon de mettre le Liban à feu et à sang, si le Tribunal international menaçait son régime. De ce fait, il faudrait s'attendre à d'autres attentats, dont l'objectif est de terroriser l'Occident et de rappeler la vulnérabilité du Liban pour les pousser à revoir les ambitions du TPI.

Khaled Asmar

24 mars

<http://mediarabe.info/spip.php?article1684>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19